

**La
campagne
d'Arlette
Laguiller**

p. 2, 8 et 9

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**

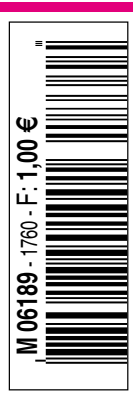
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1760 - 19 avril 2002 - prix : 1 €



**Votez pour
votre camp,
voterez**

Arlette LAGUILLER !



**Proche-Orient : la politique
criminelle de Sharon**

p. 14-15

Sommaire

Présidentielle

- p 4 ■ Rendre publics les comptes des entreprises
- Blanchiment : derrière l'argent sale, les capitalistes
- p 5 ■ Dépenses de santé : Jospin sur la même longueur d'onde que Chirac

La campagne d'Arlette Laguiller

- p 8-9 ■ Le meeting du Zénith à Paris

Leur société

- p 6 ■ Régularisation de tous les sans-papiers !
- p 7 ■ AZF (Toulouse) : fermeture annoncée
- Baisse des charges patronales : gauche et droite rivalisent
- p 11 ■ Vivendi : la spéculation dérape
- Les médias sous la coupe des groupes capitalistes
- Le racket de la grande distribution

Tribune

- p 6 ■ Sale guerre et dommages collatéraux

Calomnies

- p 10 ■ La vérité sur les mensonges de L'Humanité
- À qui profitent les calomnies des frères Cohn-Bendit

Dans les entreprises

- p 12 ■ Mc Donald's Paris
- SNCF Paris-Gare du Nord

Dans le monde

- p 13 ■ Italie : après la grève générale du 16 avril
- Centre de Sangatte (Pas-de-Calais)
- Pologne
- p 14 ■ Proche-Orient : la politique criminelle de Sharon et de ses complices
- p 15 ■ Venezuela : fausse sortie de Chavez
- p 16 ■ **Fête de Lutte Ouvrière**

LA CAMPAGNE D'ARLETTE LAGUILLER

Le 9 avril, à Dijon

780 personnes sont venues écouter Arlette Laguiller au Palais des Congrès de Dijon, le 9 avril. La salle était comble et, même en rajoutant des chaises, de nombreuses personnes ont dû rester debout. Malgré les vacances scolaires, de nombreux jeunes étaient présents, mais aussi des salariés des hôpitaux, premier employeur de la ville, des PTT, de la STRD, de nombreuses entreprises de la ville et une délégation de deux usines AVX (ex-Thomson), à Seurre et à Beaune, qui se battent actuellement contre la fermeture du site de Seurre et un plan de licenciements.

Dans son exposé, Arlette a dénoncé ce plan qui se traduirait par 111 licenciements dont 85 dans la petite ville de Seurre et 149 muta-

tions sur l'usine de Dijon, ce qui pour le personnel qui parfois vient au travail depuis la Bresse représenterait des trajets journaliers de plus de 100 km.

Arlette a aussi dénoncé un autre plan, celui de l'usine TSA, une fabrique de T-shirts, à Montceau-les-Mines, en Saône-et-Loire qui se traduirait par 149 licenciements en juin et dont le personnel et certains délégués avaient demandé qu'Arlette parle de leur situation.

A la fin du meeting, où elle a développé son programme de défense des intérêts des travailleurs, écouté par une salle attentive, concentrée et passionnée, de nombreuses personnes sont venues à la tribune faire signer des affiches, des tracts pour le meeting du Zénith, à Paris, ou son livre

Mon communisme. Un jeune salarié de la FNAC, en grève le samedi précédent, est venu lui faire signer sa pétition et, enthousiaste de

l'accueil et du soutien rencontrés, a fait le tour des petits groupes de discussion, à la fin du meeting, pour la faire signer à tout le monde.

Au sujet de la presse, petit exemple révélateur...

En même temps que notre meeting à Dijon, se tenait au centre-ville, une réunion publique de Jean-Pierre Chevènement. Le journal local annonçait le lendemain « environ un millier de personnes » pour Chevènement et « plus de 600 » pour Arlette. Les services de la mairie ont été les premiers surpris... et choqués de ce mensonge car la salle retenue par Chevènement ne peut contenir que 500 personnes assises et 700 si tout le monde est debout ! Le journaliste responsable de cet article s'est défendu en disant qu'il avait lui-même compté les personnes, ce qui n'a visiblement pas été le cas au meeting d'Arlette, sinon les journalistes se seraient aperçus qu'il y avait

environ 200 personnes de plus que le chiffre annoncé !

Ce mensonge grossier était presque prévisible car la veille, le même journal avait fait le choix de consacrer 3/4 d'une page à Chevènement et seulement deux colonnes à Arlette Laguiller, en tronquant son interview, alors qu'ils ont pourtant des sondages équivalents, voire même généralement supérieurs pour Arlette. Et cela sous prétexte que « d'après leurs informations », il y aurait plus de monde à sa réunion qu'à celle d'Arlette.

Un exemple probant de gens qui se comportent plus comme des adversaires politiques que comme des journalistes.

LES RÉUNIONS PUBLIQUES DE LUTTE OUVRIÈRE

18 avril	19 avril	20 avril	21 avril
Anzin (Nord)	Avermes (Allier)	Dieppe (Seine-Maritime)	Saint-Yorre (Allier)
Avignon (Vaucluse)	Alès (Gard)	Epéron (Eure-et-Loir)	Vendôme (Loire-et-Cher)
Argenteuil (Val-d'Oise)	Beauvais (Oise)	Fourmies (Nord)	23 avril
Arles (Bouches-du-Rhône)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine)	Montfermeil (Seine-Saint-Denis)
Bezons (Val-d'Oise)	Cournon (Puy-de-Dôme)	Laval (Mayenne)	24 avril
Bobigny-Libération (Seine-Saint-Denis)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Les-Clayes-sous-Bois (Yvelines)	Solesmes (Nord)
Brétigny-sur-Orge (Essonne)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Melle (Deux-Sèvres)	25 avril
Caen-La Guérinière (Calvados)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Melun (Seine-et-Marne)	Albertville (Savoie)
Cayeux-sur-Mer (Somme)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Montargis (Loiret)	Nanterre - centre-ville (Hauts-de-Seine)
Commentry (Allier)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Nogent	Paris 10° - Goncourt
Decize (Nièvre)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Paris 10° - Goncourt	Paris 15°
Embrun (Hautes-Alpes)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Paris 15°	Paris 18° - Doudeauville
Etain (Meuse)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Paris 18° - Doudeauville	Paris 19° - Flandre/Crimée
Graçay (Cher)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Paris 19° - Flandre/Crimée	Paris 20°
La Ciotat (Bouches-du-Rhône)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Paris 20°	Pauillac (Gironde)
La Riche (Indre-et-Loire)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Pauillac (Gironde)	Pézenas (Hérault)
Le Mans-Vauguyon/Les Sources (Sarthe)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Pézenas (Hérault)	Pont-Sainte-Maxence (Oise)
Lillebonne (Seine-Maritime)	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Pont-Sainte-Maxence (Oise)	Rives (Isère)
	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Rives (Isère)	Rochefort (Charente-Maritime)
	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)	Rochefort (Charente-Maritime)	
	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)		30 avril
	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)		Balma (Haute-Garonne)
	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)		11 mai
	Châteauneuf-sur-Cher (Cher)		Moutiers (Savoie)

LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste (trotskyste) qui édite Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, minorité d'exploiteurs d'un côté et majorité d'exploités de l'autre. Une société qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Pour les militants de Lutte Ouvrière, le socialisme est aussi éloigné des politiques conservatrices de Mitterrand-Jospin que le communisme l'est de l'image qu'en a donnée la dictature stalinienne qui a régné en URSS.

Nous sommes convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Mais pour cela ils devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi ses tribunaux, sa police, son armée pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages de l'économie.

Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé. Nous sommes convaincus que c'est la seule façon d'être aujourd'hui réellement internationalistes, et communistes et socialistes révolutionnaires.

Adresser toute correspondance à :

LUTTE OUVRIÈRE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

LUTTE OUVRIÈRE SUR INTERNET

<http://www.lutte-ouvriere.org> - E.mail: journal@lutte-ouvriere.org

La Société d'Éditions de Lutte ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 Tél : 01 44 83 08 93 est une SARL au capital de 7622,45 € (50000 F), durée cinquante ans, à partir du 1^{er} janvier 1970. Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. Tirage 15 600 exemplaires. Impression : Roto de l'Île-de-France, 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil - 01 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n°64995.

MERCI A TOUS CEUX QUI ONT SOUTENU LA CAMPAGNE D'ARLETTE LAGUILLER

La campagne électorale se termine et il n'est plus possible de percevoir des dons après le 20 avril. Nous remercions toutes celles et tous ceux qui ont contribué au succès de cette campagne. De même, le mandataire financier ne peut plus accepter de règlements pour le livre d'Arlette Laguiller *Mon communisme*, que vous pouvez néanmoins vous procurer avec un chèque de 13 euros à l'ordre de Lutte Ouvrière.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 N°)
France, DOM-TOM	35 €	18 €	15 €
DOM-TOM, voie aérienne	50 €	25 €	21 €
Europe Afrique Moyen-Orient États-Unis Canada	60 €	30 €	15 €
Asie Océanie autre Amérique	75 €	38 €	26 €
Asie Océanie autre Amérique (voie prioritaire)	90 €	45 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarif sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :

 CODE POSTAL et VILLE :

 COMPLÉMENT D'ADRESSE

 Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de
 (rayer la mention inutile).
 Ci-joint la somme de :
 Règlement :
 par chèque bancaire ou postal à l'ordre de LUTTE OUVRIÈRE,
 par virement postal à LUTTE OUVRIÈRE, CCP PARIS 26 274 60 R

Editorial

Editorial des bulletins
d'entreprise du 15 avril 2002

■ Jospin, mais aussi Chirac, et leurs porte-parole respectifs, s'évertuent à nous convaincre que voter pour eux, dans quelques jours, ce serait voter utile. Mais utile à qui, et à quoi ? Si élire des gens comme eux, qui ont été, l'un à la tête du gouvernement cinq ans, l'autre président de la République sept ans, avait été bénéfique pour le monde du travail, ils auraient eu largement le temps de nous le démontrer. Vouloir nous faire croire maintenant que ce qu'ils n'ont pas fait hier, ils le feront demain, c'est croire que nous aurions tout oublié.

Le score que les sondages prêtent à Arlette Laguiller, s'il se confirme le jour du vote, montrera qu'une fraction importante du monde du travail en a assez d'être trompée à la fois par la droite, représentante affichée des patrons, et par ses faux amis de « la gauche plurielle ». Si le scrutin confirme 8 à 10 % des voix pour Arlette Laguiller, cela représente un pourcentage bien plus important parmi les travailleurs.

Cela voudrait dire qu'un nombre croissant d'entre nous savent que voter

Chirac serait dire merci à Balladur, qui s'est attaqué entre autres aux retraites des salariés du secteur privé ; ce serait dire merci aussi à Juppé, l'homme qui voulait appliquer les attaques de Balladur aux salariés du secteur public, et qui en plus s'est attaqué à la Sécurité sociale.

Cela voudrait dire aussi qu'un grand nombre de travailleurs ne sont plus dupes de Jospin, qui n'a pas levé le petit doigt contre un seul des plans de licenciements collectifs qui, depuis cinq ans, se sont multipliés dans le pays. Le score d'Arlette Laguiller, s'il est important, signifiera que plusieurs millions de travailleurs ne digèrent pas les privatisations que Jospin et ses ministres, les Fabius, Strauss-Kahn et Gayssot, ont autorisées depuis cinq ans. Cela voudrait dire que des millions de travailleurs ne veulent pas voter soit pour la vraie droite soit pour la fausse gauche, ce qui serait embrasser la main qui nous a donné des coups. Et alors ces gens-là ne pourraient considérer qu'on les encourage à continuer la même politique.

C'est pourquoi dimanche nous devons être nombreux à voter pour Arlette Laguiller, la seule véritable représentante du monde du travail présente dans cette élection.

Les voix obtenues par Arlette Laguiller diront que nous ne voulons plus vivre dans l'angoisse du chômage, la crainte des licenciements, dont aucun salarié ne peut actuellement se sentir à l'abri.

Affirmons qu'il faut qu'une loi interdise les licenciements collectifs, en premier lieu dans les entreprises

qui font des profits. Affirmons qu'il faut que la population laborieuse dispose des moyens de contrôler les affaires des patrons, qu'elle puisse avoir connaissance des comptes des grandes entreprises, tout connaître des mouvements de leur argent et savoir d'où il vient et où il va. En un mot, que toutes les magouilles du monde des affaires soient publiques. Et pour cela, il faut imposer la levée du secret commercial et bancaire. On pourrait vérifier alors que les licenciements collectifs ne sont jamais justifiés, pas plus que le blocage des salaires, des retraites et des minima sociaux.

Il serait illusoire de croire que les suffrages pour Arlette Laguiller seraient suffisants, à eux seuls, pour imposer un tel recul au patronat. Mais ils permettraient aux travailleurs de faire mesurer aux patrons et aux politiciens à leur service la force du mécontentement populaire. Voyez l'inquiétude des politiciens et des journalistes à leur botte rien qu'à l'évocation des sondages. Qu'est-ce que cela serait si ces sondages se transformaient en votes !

Cela parce qu'en fait ce n'est pas Arlette Laguiller ni Lutte Ouvrière qu'ils craignent, c'est le monde du travail. Un score important d'Arlette Laguiller serait l'indice qu'un maximum de travailleurs ont pris conscience de leur puissance et peuvent s'en servir contre les Seillière et tous leurs semblables.

Alors, dimanche, votez pour votre camp, votez pour le camp des travailleurs.



MEETING avec Arlette LAGUILLER À LYON

Judi 18 avril à 20h

Bourse du Travail

Place Guichard (métro Guichard)

Blanchiment

DERRIÈRE L'ARGENT SALE : LES CAPITALISTES

Après trois ans de travaux, la mission d'information parlementaire sur le blanchiment de l'argent sale a rendu son rapport, le jeudi 11 avril. Les députés PS qui l'ont animée décrivent bien l'ampleur des trafics financiers en tout genre, même si c'est en termes modérés.

Mais pour ce qui est d'indiquer les remèdes, il ne faut guère compter sur eux, car les « délits » financiers sont inséparables du fonctionnement normal du capitalisme, avec en particulier le secret des affaires. Pour y mettre fin, il faudrait s'en prendre aux financiers, aux grands patrons, à leur toute-puissance, ce que ces députés ne veulent à aucun prix.

Cette délinquance gangrène l'ensemble du système financier. Un exemple : les îles Caïmans, dans les Antilles anglaises, sont un des paradis fiscaux les plus connus mondialement. Or on y trouve implantés les principaux groupes financiers français : BNP-Paribas, Crédit Agricole Indosuez, CIC, Crédit Lyonnais, Natexis Banques Populaires, Société Générale...

contre le blanchiment repose, en France, trop largement sur le monde bancaire. » Les banques doivent en principe « déclarer les soupçons » lorsqu'une opération leur semble douteuse. Les sociétés de Bourse et les compagnies d'assurances devraient faire de même. C'est demander au voleur de jouer en même temps le rôle du gendarme !

Le rapport dénonce la « confidentialité » dont bénéficient certains « outils financiers ». Il regrette que ni les avocats ni les comptables ne soient obligés de déclarer leurs soupçons.

L'organisme suprême de surveillance du système financier est la Commission bancaire, supervisée par la Banque de France. Or cette Commission bancaire ne fait à peu près rien contre la délinquance financière : en 1999, elle n'a pris que 25 sanctions et transmis que quatre dossiers à la justice ! Le rapport dénonce son « insuffisante motivation », son « laxisme prolongé », la « connivence de bon aloi » qui règne en son sein. En fait, à travers elle, ce sont toujours les banquiers qui

LES BANQUIERS FRANÇAIS BLANCHISSENT PLUS BLANC.



L'argent sale qui est blanchi n'est pas seulement et principalement l'argent de la drogue ou de la prostitution. Les filières d'immigration clandestine fournissent aussi des fonds importants. Mais le principal est sans doute la délinquance financière liée à l'évasion fiscale, en particulier aux fraudes sur la TVA à l'intérieur de la Communauté européenne.

Et qui est chargé de lutter contre cette criminalité ? Les banques elles-mêmes ! Le rapport le dit : « La lutte

prétendent contrôler les banquiers !

Le rapport publié par la mission d'information parlementaire sur le blanchiment est intitulé « Un combat à poursuivre ». L'impression qu'il donne au lecteur est plutôt d'un combat à mener. Un combat que ne mèneront ni les banquiers eux-mêmes, bien sûr, ni des députés qui sont les défenseurs du système capitaliste, dont ils souhaiteraient seulement améliorer le fonctionnement.

Vincent GELAS

Rendre publics les comptes des entreprises, UNE NÉCESSITÉ !

Les détracteurs de notre programme évoquent la « naïveté » de la proposition de rendre publique la comptabilité des grandes entreprises pour mieux en discréditer l'idée. On a même vu un prétendu « spécialiste » en économie du Monde nous répondre que celle-ci est déjà publique et publiée en détail pour les actionnaires, notamment des grands entreprises cotées en Bourse ! Soit c'est lui qui est naïf, soit il prend ses lecteurs pour des imbéciles.

En effet, à en croire de tels défenseurs du capitalisme, la production et les affaires se feraient dans la plus grande transparence, rendant ainsi inutile tout contrôle de la population. Mais d'abord, ces comptes détaillés sont à destination des actionnaires et non pas de l'ensemble des salariés, ce qui fait une sacrée différence. Et puis, trimestriels ou annuels, ces comptes sont loin de donner une idée précise de la situation financière d'une entreprise ou de la fortune de ses actionnaires. Et c'est bien là le problème !

Les comptes, ceux des grandes sociétés cotées en Bourse comme ceux des plus petites, à l'instar des budgets des petites communes ou des grandes villes, sont par nature opaques et accessibles aux seuls initiés, flanqués d'experts financiers et comptables pour les lire. Et puis les sociétés disposent d'un important arsenal juridique et comptable leur permettant de truquer leur comptabilité en toute légalité et de faire dire aux chiffres ce qu'ils veulent bien leur faire dire. La récente faillite du courtier en énergie américain, Enron, en témoigne. Les dirigeants de la société avaient créé plusieurs centaines de filiales dans des paradis fiscaux pour masquer les pertes, et cela avec la complicité des experts financiers du cabinet Andersen. Ils ont vendu des millions de dollars d'actions juste avant la chute de la société, tout en conseillant à leurs salariés de continuer à en acheter ! Le patron d'Enron ainsi qu'une poignée d'actionnaires sont aujourd'hui à l'abri du besoin, tandis que les petits actionnaires – dont les salariés qui avaient acheté ces actions pour payer leur retraite – ont tout perdu.

L'idée que les actionnaires seraient au courant de la situation de l'entreprise dans laquelle ils ont investi une partie de leurs économies ou de leur fortune simplement en lisant les comptes, est un leurre. On est bien loin de la transparence ! Sont au courant

appartient à la société toute entière.

Quand le patron d'Enron, par exemple, affirme avoir « tout perdu » dans la faillite de son entreprise, il ment car il n'est pas sur la paille contrairement aux salariés qui ont été remerciés par un simple coup de fil. Il oublie de mentionner les 70 millions de dollars d'actions vendues juste avant la chute de la société et les 300 millions de dollars de salaires, de primes, empochés ces dix dernières années ainsi que les nombreuses villas dont il a la jouissance !

La bourgeoisie elle-même d'ailleurs ne se prive pas de mettre le nez dans les comptes de certaines entreprises privées ou publiques quand cela s'avère nécessaire. Elle n'hésite pas quand il s'agit de ses propres intérêts, à lever le secret bancaire et commercial. La Cour des comptes le fait déjà quand elle dévoile certains détournements de fonds publics ou quelques gaspillages de deniers de l'État. La justice bourgeoise le fait aussi parfois, ainsi que le fisc. Ni les uns ni les autres, dans ces cas-là, ne se contentent de lire les comptes trimestriels ou annuels des sociétés concernées !

Alors pourquoi les travailleurs qui produisent les richesses seraient-ils les seuls à n'avoir aucun droit de contrôle sur la façon dont elles sont utilisées ? Rendre publics les comptes des entreprises, lever le secret commercial et bancaire est une nécessité pour les travailleurs. C'est à ce propos que Trotsky écrivait : « Les premières tâches du contrôle ouvrier consistent à éclaircir quels sont les revenus et les dépenses de la société, à commencer par l'entreprise isolée ; à déterminer la véritable part du revenu national qui est appropriée par chaque capitaliste isolé et par l'ensemble des exploités ; à dévoiler les combinaisons de coulisses et les escroqueries des banques et des trusts ; à révéler enfin, devant toute la société, le gaspillage effroyable de travail humain qui est le résultat de l'anarchie capitaliste et de la pure chasse au profit ».

Et voilà bien justement ce que craignent tant les bourgeois et leurs plumitifs !

René CYRILLE

« Maîtrise comptable » des dépenses de santé

JOSPIN SUR LA MÊME LONGUEUR D'ONDE QUE CHIRAC

Pour gagner quelques voix de plus, Chirac a « critiqué » les ordonnances sur la Sécurité sociale prises par son Premier ministre, Alain Juppé, en 1995. Chirac est un hypocrite qui ne croit surtout pas ce qu'il dit mais Jospin le vaut bien. Son gouvernement n'a jamais remis en cause les ordonnances du plan Juppé. Depuis 1997, il a continué à les appliquer.

Depuis plusieurs décennies, les gouvernements successifs de droite comme de gauche, ont tout fait pour diminuer les dépenses de Santé. A chaque fois, on a entonné le même air, les médecins étant accusés de faire trop de consultations, les malades montrés du doigt et les hôpitaux invités à restreindre leurs dépenses. Il fallait donc faire des économies, les dépenses dépassant les crédits attribués à la Santé.

Le plan Juppé de 1995 pré-

voyait de réduire ces dépenses en limitant l'offre publique de soins, les dépenses de Santé remboursables et l'ensemble du financement public à la Santé. Il prévoyait l'intégration du budget de la Sécurité sociale au budget de l'État, la transformation des cotisations sociales en impôt, impôt payé en grande partie par les salariés, avec l'élargissement de la Contribution sociale généralisée (CSG), et la création du Remboursement de la dette sociale (RDS). En fait, cela revenait à mettre en place une politique de rationnement des soins pour la médecine de ville, et la « maîtrise comptable » des dépenses de Santé pour les hôpitaux. Il a fallu le mouvement de grève de décembre 1995 pour empêcher le démantèlement des régimes de retraites des fonctionnaires que Juppé prévoyait d'aligner sur le privé. Le reste a continué à s'appliquer pour aboutir à la situation catastrophique d'aujourd'hui.

Soumis à une logique finan-



cière et comptable, le système de Santé s'est fortement dégradé. La baisse du remboursement des médicaments a rogné la couverture maladie. Les fermetures de lits, de services et d'établissements hospitaliers se sont multipliées. La charge de travail n'a cessé de croître pour le personnel hospitalier surtout avec l'application des 35 heures, sans embauches ; ce qui a provoqué la colère

du personnel. Les récentes grèves et manifestations en témoignent.

Le droit à la santé est pourtant un droit élémentaire, qui ne devrait en aucun cas être emprisonné dans une logique comptable. Les demandes de soins augmentent tant à cause du vieillissement de la population que des progrès de la médecine. Si le coût de la Santé augmente en conséquence cela n'a donc rien de scan-

daleux en soi, dans la mesure où cela correspond à un progrès pour l'humanité. Un progrès qu'il faut trouver les moyens de financer. Les ressources existent pour cela, contrairement à ce que prétend le gouvernement actuel qui, pour contenir la demande de soins, en réduit l'offre et en limite les dépenses.

L'urgence, ce serait en fait d'investir massivement pour répondre aux besoins de santé de la population, en créant des dizaines de milliers d'emplois d'agents hospitaliers, d'infirmières qui sont nécessaires au bon fonctionnement des hôpitaux. Sans oublier de mettre un terme au « numerus clausus » qui limite le nombre de médecins. Il faudrait également multiplier des centres de soins, des maternités et des centres hospitaliers de proximité – qui ont été scandaleusement fermés – car ils font cruellement défaut dans l'ensemble du pays.

René CYRILLE

Il faut prendre l'argent là où il est !

Pour justifier leur politique comptable et financière en matière de système de santé, les différents gouvernements de droite comme de gauche ont affirmé qu'il n'y avait pas d'argent dans les caisses. Le gouvernement Jospin pourrait mettre un terme à l'exonération des charges patronales qui dure depuis des années – ce qui constitue un énorme manque à gagner pour la Sécurité sociale –, et retrouver ainsi le financement qui lui fait sois-disant défaut. Cette seule exonération des charges patronales a représenté un montant de 100 milliards de francs en 2001 et son montant prévisionnel pour l'année 2002 atteint 120 milliards.

Un gouvernement se sou-

cient vraiment de l'intérêt de la population devrait aussi cesser de ponctionner le budget de la Sécurité sociale pour des dépenses qui n'ont rien à voir avec la Santé, comme le financement des 35 heures. Il mettrait à contribution les grandes entreprises capitalistes pour financer le système de santé en prenant directement sur leurs profits. Augmenter l'impôt sur les bénéfices des sociétés à hauteur de 50 % comme il l'était encore dans les années 1970, sous la présidence de Giscard d'Estaing permettrait de trouver l'argent qui manque et ne ruinerait en rien les capitalistes. Tout comme l'augmentation des dernières tranches de l'impôt sur la fortune.

Le gouvernement pourrait aussi par exemple taxer les

stock-options des dirigeants des grandes entreprises – cette rémunération particulière est aujourd'hui totalement exonérée – au même taux de cotisation que les salaires. Ce serait bien le moins.

Les grands patrons comme Seillière ou Bettencourt, pour ne citer qu'eux, ainsi délestés de quelques dizaines de milliards nécessaires au financement de la santé publique, sans oublier les retraites, ne se retrouveraient pas pour autant sur la paille tant leurs réserves sont grandes. Mais ce ne serait qu'un juste retour des choses. Mais encore faudrait-il pour en arriver là, avoir la volonté politique de s'en prendre à la toute-puissance patronale

R.C.

Le groupe communiste à l'Assemblée nationale :

DU DISCOURS À LA RÉALITÉ

Le Parti Communiste « critique » aujourd'hui la politique de Jospin. Il dit être le seul parti qui s'oppose à la politique de « maîtrise comptable » des dépenses de Santé, oubliant qu'il a des ministres au gouvernement depuis 1997. Mais où et quand un seul des ministres communistes s'est-il levé pour critiquer cette politique d'austérité ? Ont-ils même menacé de claquer la porte pour protester contre l'application des « ordonnances » du plan Juppé par le gouvernement « socialiste » auquel il participe ?

L'Humanité a beau jeu de rappeler que le PCF « n'a ratifié aucune des lois de financement de la Sécurité sociale ». Mais les députés du PCF n'ont jamais voté contre non plus ! *L'Humanité* du 31 janvier dernier précise que le groupe communiste à l'Assemblée nationale « a même failli voter contre la der-

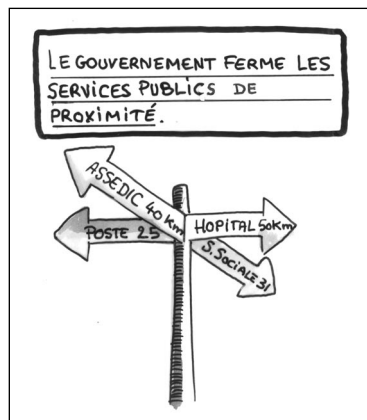
nière mouture en décembre dernier » et le quotidien ajoute : « Les communistes ont arraché 4 milliards de francs supplémentaires (610 millions d'euros) et se sont finalement abstenus ». Encore une fois !

Lors de la séance du 4 décembre 2001 à l'Assemblée nationale, le nombre de votants était de 553, il y a eu 526 suffrages exprimés et la majorité absolue était de 264 voix. Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2002 a été adopté par 271 voix contre 255. Ont voté pour les socialistes, les radicaux et les Verts, la droite ayant voté contre. Neuf députés communistes ont voté contre mais un a voté pour, et vingt-deux se sont abstenus, dont Robert Hue, tandis que trois députés manquaient à l'appel. Résultat, la loi est passée comme les autres

R.C.

Assedic, Poste, maternités...

SERVICES DE PROXIMITÉ, PEAU DE CHAGRIN



Le gouvernement vient de rendre public un projet visant à réduire le nombre des antennes Assedic. En Picardie par exemple, celui-ci diminuerait de 40 %, voyant disparaître des agences dans des chefs-lieux de canton comme Poix-de-Picardie, Ham ou même Albert, une ville de 8000 habitants. Dans certains cas, une simple « borne interactive » dis-

penserait des renseignements là où un minimum de contact humain serait le bienvenu pour les travailleurs affectés par la perte de leur emploi. Mais pour toutes les situations délicates où des documents et des explications sont nécessaires – pour éviter une radiation, par exemple –, les chômeurs seront obligés de se déplacer à Amiens, Péronne ou Saint-

Quentin, soit jusqu'à 70 kilomètres de trajet aller-retour.

Au temps de déplacement s'ajouteront des frais de transport importants pour des travailleurs dont les revenus sont déjà amputés. Et évidemment, c'est à une file d'attente encore plus longue qu'ils devront s'attendre.

Cette fermeture programmée des antennes Assedic ne fait que s'ajouter à celle d'autres services publics comme les petites maternités, les bureaux de poste en

milieu rural, les bureaux d'accueil des clients EDF dans les petites communes. Elle est particulièrement choquante dans des départements comme la Somme où les fermetures d'usines se sont multipliées depuis un an, multipliant les inscriptions aux Assedic.

Un gouvernement moins soucieux de l'argent pour subventionner les patrons emploierait plutôt l'argent des contribuables à créer des emplois pour développer le service public.

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

SALE GUERRE ET DOMMAGES COLLATÉRAUX

Qu'en écho aux destructions et aux massacres perpétrés par l'armée israélienne en Palestine, le conflit déborde ici même en France, ne saurait surprendre. Oui il faut mettre fin à cette terreur, et il appartient à tous ceux qui refusent cette sale guerre de manifester leur horreur de la politique de Sharon.

Non il ne faut pas laisser les Palestiniens seuls, il ne faut pas accepter sans mot dire qu'ils se fassent massacrer ou n'aient plus que le choix de survivre sous les décombres des villes de Cisjordanie sous la loi de l'armée israélienne ou de partir. Ni non plus laisser les Israéliens condamnés à être les otages de la politique de leurs dirigeants en étant la proie d'attentats aveugles.

Les actes antijuifs, le développement des préjugés et l'entretien des sentiments de haine en fonction de la religion ou de l'appartenance ethnique ne servent en rien la cause des Palestiniens, quand bien même leurs auteurs ont la prétention de s'en réclamer. Ils ne font que repousser davantage ceux qui se sentent Juifs dans les bras de Sharon et renforcent d'abord son camp. Leurs auteurs veulent ignorer que tous les Juifs ne sont pas, et de loin, acquis à la politique actuellement menée par Israël. Non seulement en France, où certains s'expriment et se retrouvent dans les manifestations de soutien au peuple palestinien, mais aussi en Israël même où existe un courant pacifiste qui s'oppose à Sharon.

Des manifestations importantes ont eu lieu là-bas. Des soldats et même des officiers ont refusé d'aller servir dans les territoires palestiniens, de tirer sur des enfants, de détruire des maisons de fortune dans les camps de réfugiés. Des lycéens de terminale ont écrit pour refuser de s'associer à cette sale guerre. Une fraction de la population israélienne est convaincue que les atrocités de l'armée israélienne ne peuvent qu'entretenir la vague des attentats-suicides dont elle est victime. Elle l'exprime et se prononce pour une autre politique.

Les organisations sionistes pro-Sharon, en France et ailleurs dans le monde, exploitent en leur faveur les agressions contre des Juifs. Le nombre de celles-ci s'est accru ces derniers jours et l'écho dans les médias s'est amplifié, en particulier depuis le week-end de Pâques. Difficile de connaître exactement l'ampleur de cette vague, car les comptes additionnent des exactions très diverses – inscriptions insultantes, agressions physiques, tentatives d'incendies – et parfois des incidents dont l'origine s'est révélée par la suite accidentelle. Et difficile de savoir si la multiplication dans les journaux d'interviews de jeunes ou de moins jeunes de cités de banlieue tenant des propos

antijuifs, correspond à un état d'esprit qui reste encore l'exception ou s'il tend à se répandre. Toujours est-il qu'avant même cet accroissement – plus qu'inquiétant – de propos et d'actes antijuifs, toute une campagne était déjà menée en France par les partisans de Sharon. Elle consistait à laisser entendre que ce pays qui ne soutenait pas assez la politique d'Israël était devenu un pays antisémite... et pour certains même, qu'il ne restait plus en conséquence aux Juifs de France qu'à émigrer en Israël.

C'est en surfant sur cet état d'esprit que les dirigeants du C.R.I.F. ont tenté et réussi à entraîner un grand nombre de Juifs derrière eux dans une manifestation qui, sous couvert de réprobation des exactions et du climat d'hostilité développé contre la communauté juive, se voulait un franc soutien à la politique du boucher Sharon. En somme le chantage : « si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes contre nous ». Qu'ils aient été débordés par le Betar ou la LDJ, organisations d'extrême droite juives – leurs nerfs s'en sont pris physiquement à ceux qui essayaient de faire entendre une voix pacifiste dans cette manifestation et à des passants de type arabe – est, quoi qu'ils en disent, aussi de leur responsabilité.

Devant la montée de ces antagonismes et affrontements dits « intercommunautaires », des voix s'élèvent. Dont celles des responsables politiques, de Jospin, de Chirac. Ils prêchent pour la paix civile en France. Ils dénoncent les attentats contre les édifices de culte qu'ils considèrent comme sacrés et mettent en avant sous prétexte de combattre le communautarisme religieux (juif, musulman ou chrétien...) « la communauté nationale ».

Tous ceux qui veulent rejeter et enfermer des êtres humains dans un camp en fonction de la religion, de la race, sont certainement les ennemis de tout le genre humain. Mais ceux qui prônent la communauté nationale et font appel au nationalisme, ne sont pas non plus des amis de celui-ci. Il ne peut y avoir de vraie solution dans aucun cadre communautaire. Et au Moyen Orient pas plus qu'ailleurs. Pour que tous les peuples puissent coexister fraternellement dans cette région, une condition première est la reconnaissance des droits du peuple palestinien à un Etat à l'égal des autres. Mais par delà, il faudra surtout en finir avec la politique des ghettos, fussent-ils des super-ghettos à l'échelle d'un pays, et aussi les frontières, en finir avec tout ce qui a conduit et conduira encore à l'extermination sur la base de l'appartenance ethnique, religieuse ou nationale.

Il faut en finir avec l'ère de la barbarie et entrer dans celle de l'internationale.

Lydie GRIMAL

Convergences Révolutionnaires, revue publiée par la Fraction, n° 20
(mars-avril 2002)

Au sommaire :

- De l'élection présidentielle aux luttes sociales.
- Revue de cinq ans de gauche plurielle : triste passé, sombre avenir...
- Dossier combattre la mondialisation ou le capitalisme ? - Articles et correspondances : Palestine, Israël, Côte d'Ivoire...

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, écrire à Lutte Ouvrière, pour la Fraction.
Abonnement: un an 9 euros, de soutien 15 euros.

Leur société

RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Une nouvelle marche des sans-papiers est partie de Marseille le 23 mars dernier et devrait arriver à Paris le 27 avril, après différentes haltes et manifestations dans diverses villes du parcours.

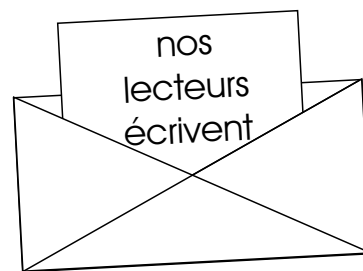
Cette marche vise à rappeler la situation dans laquelle se trouvent les sans-papiers depuis maintenant plusieurs années, et à réclamer leur régularisation. Car ils sont toujours plusieurs dizaines de milliers à qui le gouvernement refuse de fournir les papiers indispensables pour vivre dans ce pays, leur imposant ainsi une situation insupportable.

En juin 1997, Jospin, dont Chevènement était alors le ministre de l'Intérieur, avait promis aux immigrés en situation irrégulière mais vivant et travaillant sur le territoire français, souvent depuis de nombreuses années, de régulariser leur situation s'ils en faisaient officiellement la demande. 143 000 d'entre eux avaient alors déposé des dossiers auprès des préfetures, mais seuls 80 000 obtinrent satisfaction. Tous les autres se retrouvaient dans un état de précarité encore

aggravé, puisque connus des services de police et fichés.

Aujourd'hui le droit d'asile est reconnu avec toujours plus de parcimonie, les conditions de regroupement familial sont draconiennes, les préfetures rejettent des milliers de dossiers d'ouvriers immigrés, dans l'incapacité de fournir la preuve exigée qu'ils vivent en France depuis dix ans sans discontinuité. Et les sans-papiers de 1997 sont toujours, cinq ans après les promesses électorales de Jospin, en situation irrégulière malgré eux.

Dans son programme électoral, Lionel Jospin a le culot d'annoncer que, s'il est élu, il interviendra « pour favoriser l'intégration » des immigrés en prenant des mesures comme « le droit de vote des étrangers, régulièrement installés sur notre sol depuis cinq ans, aux élections locales ». Mais pas un mot sur la première des mesures pouvant favoriser l'intégration des dizaines de milliers de travailleurs « étrangers », en leur donnant les papiers qu'ils réclament depuis des années.



j'ai préféré accepter momentanément le passeport avec mon prénom erroné et attendre d'avoir ma carte d'identité pour en redemander un.

Mais je n'ai jamais reçu de carte d'identité... Lorsque j'ai cherché à savoir pourquoi, on m'a dit qu'elle avait été détruite car la convocation qui me demandait de venir la retirer leur était revenue avec : « N'habite pas à l'adresse indiquée ». Surprenant, alors que je loge au même endroit depuis dix ans et que tous les voisins me connaissent... mais, en fait, normal, puisque le pli m'avait été adressé sous mon nom de jeune fille, nom qui n'est évidemment pas celui de ma boîte aux lettres.

Aujourd'hui, je suis revenue au point de départ et il faut que je recommence toutes ces formalités.

J'avoue que je suis dégoûtée car l'administration multiplie les obstacles et demande aux employés de se méfier a priori de tous les gens d'origine étrangère. Aussi bien les services du préfet que ceux de la mairie de Marseille ont soutenu l'employée qui avait refusé mes photos et ont même reproché à la première employée d'avoir été laxiste.

C'est une politique de la mairie de Marseille qui se plaint qu'il y a trop de pauvres et notamment de pauvres d'origine étrangère au centre ville. Elle interprète la loi toujours avec zèle quand il s'agit des étrangers. D'ailleurs, tout récemment, Gaudin, le maire de Marseille, a été débouté par le tribunal administratif parce qu'il exigeait que les parents aient des papiers en règle pour accorder la cantine gratuite aux enfants.

Je sais que mon cas n'est pas isolé. Des voisins, des amis m'ont raconté des histoires similaires et, souvent, ils sont dégoûtés et finissent par baisser les bras. Je pense qu'au contraire il faut dénoncer haut et fort ces faits, afin de les empêcher.

L'employée reconnaît l'erreur et me demande – puisqu'il me fallait un passeport rapidement – de lui fournir immédiatement les mêmes photos (j'en avait fait une série) pour redemander un passeport en urgence. Je prends mon fils sous le bras, je retourne chez moi illico chercher les photos et je reviens. Mais là, surprise, j'ai affaire à une autre employée qui refuse d'accepter mes photos, prétextant qu'elles ne me ressemblent pas. Elle crie à tue-tête que je fais bien plus jeune sur les photos que dans la réalité, et que d'ailleurs elle en a assez de tous ces gens qui essaient de frauder, de tous ces Africains qui falsifient leurs actes de naissance, et que même la télévision en a parlé !

Comme je partais deux jours plus tard,

Marie Claire (Marseille)

Grande Paroisse
(AZF)
Toulouse



AFP

FERMETURE ANNONCÉE, RIPOSTE DÉVOYÉE

C'est jeudi 11 avril que lors d'un Comité central d'entreprise (CCE) à Paris, les dirigeants de la filiale de TotalFinaElf ont annoncé la fermeture définitive de l'usine de Toulouse. Après avoir lanterné les travailleurs pendant près de sept mois, ils ont justifié leur décision par la non-viabilité économique d'un éventuel redémarrage, mais aussi par le traumatisme créé dans la population par l'explosion. Sous-entendu : « Si on ferme, ce n'est pas notre faute, adressez-vous aux sinistrés ou aux politiques ». Mais depuis quand les dirigeants de trusts tiennent-ils compte de l'opinion des populations pour définir leur politique industrielle ? Les travailleurs de Péchiney-Marignac, au fond du département de la Haute-Garonne, n'ont pas senti, eux, cette compréhension et leur usine sera fermée malgré l'opposition des habitants de toute une vallée, malgré d'ailleurs le soutien d'élus proches du pouvoir.

Hasard de calendrier, le jour même de l'annonce de la fermeture, Arlette Laguiller faisait son meeting à Toulouse... et c'est à ce meeting que les travailleurs du pôle chimique ont été appelés à manifester, pas à Paris où se tenait le CCE.

L'« idée » d'aller chez Arlette fut évoquée lors d'une assemblée des travailleurs du pôle chimique le vendredi précédent. Quelques dirigeants de l'intersyndicale s'en sont donc fait les porte-parole (non désintéressés) et ont transformé cette idée en « action ». Quelques militants du PCF et quelques « syndicalistes » voyaient sans doute d'un bon œil qu'Arlette Laguiller se fasse interpellé par « des travailleuses et des travailleurs » devant les caméras de télévision. Mais l'opération est apparue pour ce qu'elle était, une tentative de dédouaner les dirigeants de Total de leur propre responsabilité.

Une demi-heure avant le meeting, Lutte Ouvrière avait fait demander à un dirigeant de l'intersyndicale s'il souhaitait faire une intervention en début de meeting pour s'expliquer, mais il ne le souhaitait pas.

Plus d'une soixantaine de salariés vinrent donc, quelques-uns d'AZF et la grande majorité de la SNPE, la deuxième entreprise du pôle chimique (470 salariés) dont l'avenir ne sera scellé qu'après... les législatives, selon les dernières volontés du Premier ministre-candidat Jospin. Mais avant de pénétrer à une cinquantaine dans la salle du meeting, ils ont dû d'abord discuter avec des militants de Lutte Ouvrière qui s'étaient portés à leur rencontre, avec des sinistrés membres du « Collectif des sans-fenêtres » de la cité du Parc, de la cité Tabar ou du Mirail. Les échanges furent vifs de part et d'autre. Mais après les premières invectives, il y eut

réellement des discussions qui montraient, à qui voulaient bien écouter, que nous étions tous dans le même camp, même si nos cibles n'étaient pas les mêmes. Quelques salariés, bien sûr, parlaient avec leurs tripes, sous le choc de la fermeture. Pour notre part comme pour les « sans-fenêtres » présents, l'adversaire commun à tous, ce sont les dirigeants de Total, mais aussi les pouvoirs publics coupables de les avoir laissé faire. C'est à eux d'assumer une fermeture qui ne lèse aucun travailleur en garantissant à tous, sous-traitants compris, salaire et emploi à Toulouse. Certains travailleurs d'AZF ou de la SNPE furent ébranlés, même s'ils n'étaient pas convaincus et restaient bien souvent sur le thème de la défense de leurs usines.

Les plus virulents et hermétiques à la discussion, quelques syndicalistes et membres du PCF, voyaient en Arlette Laguiller une « ennemie des travailleurs »... puisqu'elle ne défendait pas la chimie toulousaine et ne pensait qu'à faire payer Total (! ?). Ceux-ci rentrèrent dans la salle soutenus par leurs collègues, pour perturber la réunion par des sifflets et des cris, couverts par une partie du public, celui-ci applaudissant Arlette Laguiller ou scandant « Total doit payer ». Quelques travailleurs d'AZF solidaires d'Arlette Laguiller, au fond de la salle portaient une banderole « Tous ensemble exigeons de Total salaire et emploi à Toulouse », signée « des salariés d'AZF », banderole apparue lors des manifestations des 21 et 23



C'est la groupe Total qu'il faut faire payer !

mars précédents.

Les perturbateurs sont sortis au bout d'un petit quart d'heure, et s'en sont pris aux journalistes présents à l'extérieur. Mais voici un extrait de ce que dit Arlette Laguiller ce soir-là à propos d'AZF : « Pour commencer ce meeting, je tiens à exprimer mon indignation devant la décision de TotalFinaElf et de son PDG, Desmarets, qui, après avoir lanterné les travailleurs d'AZF pendant sept mois, viennent d'annoncer la fermeture de l'usine, mais sans avoir assuré l'avenir de ses travailleurs... C'est à TotalFinaElf de payer !... Ces messieurs les actionnaires, qui ne font rien de leurs dix doigts pour s'enrichir grâce au travail et aux risques des autres, pourraient bien pour une année se passer de dividendes... Ce n'est pas l'avenir de l'industrie chimique qu'il s'agit de défendre, ni ici à Toulouse, ni ailleurs. C'est le présent et l'avenir des travailleurs ! Oui, il faut que tous les travailleurs dont l'emploi a subi les conséquences de l'explosion, quelle que soit leur entreprise, quel que soit leur statut, continuent à toucher l'intégralité de leurs salaires jusqu'à ce qu'ils trouvent un emploi qui leur convienne. Il faut que les pouvoirs publics et Total créent et financent les emplois et les formations nécessaires au reclassement de tous à Toulouse... »

Depuis, les travailleurs du pôle chimique, essentiellement de la SNPE, ont été appelés par l'intersyndicale à perturber les opérations de mise sous pli du matériel électoral pour les présidentielles : « Puisque ce sont les élections qui perturbent le redémarrage du pôle chimique, on a décidé de perturber les élections » a dit un syndicaliste à la presse.

À l'usine, l'ambiance est morose et les travailleurs sont amers. Beaucoup soldent leur congés et une grosse partie des anciens, qui ont pratiquement tous postulé pour une préretraite (174) malgré une perte de revenus de 10 à 20 %, ne sont plus là. Ceux qui restent sont inquiets pour leur avenir : mutation à Pau ? à Marseille ? ailleurs ? à quelles conditions ? 80 d'entre eux devraient rester sur le site, a dit Desmarets. Et les autres ? Il y a autant d'incertitude et aucun engagement précis de Desmarets sur le maintien des revenus et de l'emploi à Toulouse.

La politique des syndicats n'a pas cherché à unir la lutte des travailleurs avec celle des sinistrés contre le vrai responsable de l'explosion, Total. Au contraire même, puisqu'elle a conduit depuis le début à dédouaner les dirigeants du trust. Cette politique a abouti à l'isolement des salariés comme à l'impasse actuelle.

Correspondant LO

Baisse des charges sociales patronales :

GAUCHE ET DROITE SE DISPUTENT LA PREMIÈRE PLACE

Peut-on encore trouver des charges patronales à baisser ? C'est manifestement le seul point de désaccord entre Jospin et Chirac en la matière. Chirac prévoit de procéder à une baisse « équivalente à celle opérée entre 1993 et 1995 », c'est-à-dire par Édouard Balladur et Alain Juppé. Martine Aubry lui a répondu : « Il y a aujourd'hui zéro pour cent de charges patronales au niveau du Smic, que veut-il faire ? » Pour un peu, elle l'aurait

traité de « supermenteur » pour avoir osé prétendre que la gauche au gouvernement avait encore laissé quelque chose à payer aux patrons !

Le fait est que, d'allègement en allègement, ceux-ci ne versent quasiment plus rien sur les bas salaires. Des 30,2 % du salaire brut que représentaient avant 1993 ces charges au niveau du Smic, Juppé a retranché 18,2 %, puis Martine Aubry 7,8 %. Il ne reste aujourd'hui que 4,2 % cou-

vrant essentiellement les cotisations retraite.

On peut faire confiance au prochain ministre de l'Emploi, qu'il soit de droite ou de gauche, pour en ramener effectivement le niveau à zéro. Chirac a déjà prévu de faire cadeau aux entreprises de six milliards d'euros pour les salaires allant jusqu'à deux fois le Smic, et Jospin envisage des allègements de charges au moins sur les salaires de travailleurs les plus âgés.

Les patrons prétendent qu'ils

ne peuvent embaucher parce que le coût du travail, c'est-à-dire les salaires et charges sociales, est trop élevé. Qu'à cela ne tienne, depuis dix ans les gouvernements de droite et de gauche ont rivalisé pour le réduire, au point qu'aujourd'hui, il faut vraiment gratter les fonds de tiroirs pour trouver encore quelque pour-cent de charges sur les bas salaires. Le résultat de tout cela, c'est que les milliards économisés n'ont pas incité les patrons à embaucher. Il

y a toujours plus de deux millions de chômeurs et les patrons, pour profiter au maximum des allègements, ont fortement tendance à remplacer les travailleurs en place par d'autres moins bien rémunérés.

Aujourd'hui, la gauche et la droite se chamaillent uniquement pour savoir s'il est possible de faire encore mieux pour les patrons... donc pire pour les travailleurs.

Daniel MESCLA



ARLETTE LAGUILLER

Au Zénith, à Paris, le 14 avril

Le 14 avril le meeting d'Arlette Laguiller au Zénith, à Paris, a réuni plus de 6 000 personnes. Un meeting enthousiaste, chaleureux ; nous publions ci-après des extraits du discours d'Arlette Laguiller.



La foule s'avance vers l'entrée du Zénith



6000 personnes enthousiastes pour écouter Arlette Laguiller.

Travailleuses, travailleurs, camarades et amis,

[...] Eh bien, pour ma part, je ne prétends pas parler au nom de tous les Français. Je ne prétends pas représenter à la fois les intérêts des patrons licenciés et de ceux qu'ils licencient. Je ne prétends pas représenter à la fois le baron Seillière et les travailleurs de Valeo ou d'AOM-Air-Liberté dont il s'est débarrassé quand ils ne lui rapportaient pas les 15 ou 20 % de profit qu'il escamotait.

Mon camp à moi est celui des travailleurs.

[...] Jusqu'à présent, le Parti Communiste suffisait à rassembler les voix des travailleurs autour du Parti Socialiste, Jospin n'avait alors pas à se soucier de ces électeurs dont le PC lui amenait les voix sur un plateau.

La politique du PC depuis des années et, en particulier, sa politique de soutien au gouvernement, lui a fait perdre une grande partie de ses voix, déjà bien diminuées par rapport au passé. Alors, il n'est plus capable d'apporter les voix des travailleurs en paquet-cadeau à Lionel Jospin, sans même que celui-ci s'engage un tant soit peu vis-à-vis des travailleurs. Jospin réalise que les voix qu'il a tenté de gagner sur sa droite, il va les perdre sur sa gauche.

Mais si Lionel Jospin gau-

chit peut-être un peu son langage pré-électoral, cela ne le fera pas, s'il est élu, changer de programme. Il gouvernera, comme ces cinq dernières années, en loyal gérant des intérêts du grand patronat et des financiers.

Jospin promet de ne pas toucher aux retraites. Mais tiendra-t-il parole ?

Jospin n'a pas aggravé la mesure rétrograde de Balladur sur les quarante annuités, mais il n'est pas revenu dessus. Il n'est pas revenu non plus complètement sur la hausse de la TVA et à encore moins supprimé cet impôt injuste sur la consommation. Pas plus qu'il n'est revenu sur le plan Juppé contre la Sécurité sociale ou sur la vision comptable de la Santé, aussi bien dans les hôpitaux publics qu'au niveau des médecins généralistes. Il n'a pas fait machine arrière par rapport à ce qu'un gouvernement de droite avait fait.

Lors de son meeting récent, ici même au Zénith, Robert Hue s'est vanté de « la période la plus longue » de participation communiste à un gouvernement. Il prétend qu'il faut être au sein du gouvernement pour pouvoir jouer un rôle utile et infléchir sa politique et que les votes en sa faveur serviront à gauchir celle-ci.

Il affirme que les voix qui se porteront sur sa candidature

seront des voix perdues. Mais, à quoi ont servi les siennes ?

À l'élection présidentielle de 1995, Robert Hue avait obtenu 2 632 936 voix, soit 8,64 % des suffrages exprimés. Qu'a-t-il fait de ces voix-là ? Il s'en est servi pour obtenir, pour le Parti Communiste, quatre fauteuils de ministre. Des strapontins plutôt ! Cela a servi évidemment aux dirigeants du PC, mais à quoi est-ce que cela a servi aux travailleurs ?

[...] Qui pourrait citer le nom des quatre ministres communistes qui participent au gouvernement et dire ce qu'ils ont fait ? Marie-George Buffet a peut-être fait quelque chose pour le sport, mais qu'est-ce qu'elle a fait pour les travailleurs ?

Et un nom que les travailleurs connaissent parfaitement, mais pas en bien, c'est celui de Gayssot. Il faut demander aux cheminots ce qu'ils pensent de leur ministre. Il faut demander la même chose aux chauffeurs routiers. Il faut demander aussi aux habitants autour du tunnel du Mont-Blanc...

Bien des travailleurs, ne serait-ce que ceux de la Snecma, pour prendre le dernier exemple en date, sont sûrement comblés de voir la signature de Gayssot sur le décret de l'ouverture de leur entreprise aux capitaux privés, c'est-à-dire le début de sa privatisation.

Les a-t-on entendus, ces ministres du PC, se prononcer sur les licenciements ? On a entendu Robert Hue grogner un peu. Et se dire fier d'avoir obtenu un amendement dérisoire à la loi d'orientation sociale, qui a été arrêté par le barrage du Conseil constitutionnel. C'est cela, le « positif », en cinq ans de gouvernement ?

Et quant aux deux autres ministres communistes, il n'est pas sûr que, dans cette salle, beaucoup puissent dire leur nom, avec la fonction qu'ils exercent en citant leurs actes positifs.

En échange, le Parti Communiste au gouvernement a cautionné la gestion de ce gouvernement malgré l'évolution dramatique de la situation sociale des travailleurs.

Alors, les ministres communistes d'un autre éventuel gouvernement de gauche feront comme les précédents, ils se tairont quoi qu'il arrive.

[...] Mais à quoi servira le programme de Robert Hue ? Est-ce qu'il a une chance d'être appliqué ?

Car, à votre avis, lequel des deux programmes, un éventuel gouvernement de gauche appliquera-t-il ? Celui de Robert Hue ? Ou celui de Jospin ?

[...] C'est Robert Hue qui a entraîné le Parti Communiste dans une impasse politique, qui a démolé une grande partie de ses militants et lui a fait perdre énormément d'électeurs.

Ce n'est pas moi qui suis responsable de cette évolution, c'est la politique des dirigeants du Parti Communiste.

C'est pourquoi je m'adresse aussi à tous ces militants du Parti Communiste qui ont, pendant des années, donné beaucoup d'eux-mêmes pour défendre le monde du travail et les conquêtes passées des travailleurs, qui ont été déboussolés par l'alignement de leur parti derrière la politique antiouvrière de Jospin et qui sont démoralisés aujourd'hui devant le nouveau recul électoral que leur parti risque d'enregistrer.

Ce n'est pas de leur faute à eux si la direction du Parti a mené cette politique suicidaire. Alors, je n'ai qu'une chose à leur dire : vous pouvez juger que la seule politique qui corresponde aux intérêts des travailleurs, qui peut permettre de redonner vie à des organisations communistes dans les quartiers populaires, redonner vie aux organisations syndicales, c'est celle que je défends. La seule politique qui peut inverser le rapport de force entre le patronat et les travailleurs, c'est celle que je défends.

Alors, pour être fidèles au combat que vous avez mené dans le passé et que vous menez encore pour beaucoup, rejoignez-nous et, ensemble, nous reconstruirons un véritable parti communiste et nous ferons payer au baron Sellière et à tous ses défenseurs politiques leur avidité et leur hargne contre les travailleurs.

Je leur dis aussi que la meilleure façon de contrebalancer l'influence de Le Pen, ce sont les voix qui se porteront sur ma candidature. Il faut que, face à l'électorat qui s'exprime sur le nom du millionnaire réactionnaire, xénophobe et antiouvrier, s'affirme un électorat d'extrême gauche qui défende fièrement les intérêts politiques et les valeurs de la classe ouvrière !

Les médias annoncent périodiquement comme une révélation que je me revendique des idées communistes.

[...] Alors oui, je répète que je suis pour une transformation radicale de l'économie et de la société. Je suis pour l'expropriation du grand capital. Je suis pour que les principaux moyens de production de l'humanité soient contrôlés démocratiquement par l'ensemble de la société, au lieu de les laisser sous le pouvoir dictatorial de quelques grands groupes financiers, voire de quelques individus. Et mettre fin à la domination du grand capital, c'est la seule façon de mettre fin à l'impérialisme qu'il est à la mode de désigner, de façon bien impropre, sous le terme de mondialisation.

Et mes idées communistes, je ne les ai jamais cachées, même si certains, par malveillance ou par stupidité, feignent de les découvrir.

[...] Eh bien, tout en disant clairement que je suis communiste, je ne demande pas aux électeurs

de voter pour le communisme mais pour un programme de défense de leurs intérêts vitaux.

Et il est de l'intérêt vital de tout le monde du travail et finalement, d'une grande partie de la population, d'arracher aux grands groupes industriels et financiers le droit de gérer leurs entreprises avec comme seul impératif la hausse des profits et du cours des actions.

C'est pourquoi il faut qu'on mette en lumière les finances de ces grandes entreprises, qu'on rende publiques leurs comptabilités et voir ainsi ce qu'elles gagnent et comment, d'où vient leur argent et ce qu'elles en font, si c'est de l'argent utile à la société comme elles le pré-

tendent ou si elles le dilapident en spéculations boursières.

Il faut aussi rendre publics les comptes en banque de leurs dirigeants et de leurs principaux actionnaires. Il faut savoir quelle est la fortune que ces gens-là gagnent sur le dos des travailleurs.

Pour cela, il faut abolir le secret bancaire et le secret commercial pour toutes les grandes entreprises qui ont une influence considérable sur la vie publique, de celles qui peuvent acheter des groupes de presse entiers, ou des chaînes de radio et de télévision.

Il faut interdire ces licenciements collectifs quand il s'agit de grandes entreprises qui font des bénéfices et licencient quand même. Le gouvernement fait appel au civisme de la population mais soutient de tels agissements.

[...] Il faut augmenter les impôts des grandes sociétés et des contribuables les plus riches. Il faut que l'État se serve de l'argent ainsi récupéré pour créer des biens collectifs, des logements sociaux, des équipements, des transports qui puissent servir à tous, c'est-à-dire élever le niveau de vie des moins riches. Il faut embaucher autant qu'il est nécessaire dans les hôpitaux, dans l'Éducation nationale, dans les transports publics.

Il faut, en revanche, supprimer les impôts indirects comme la TVA. Ces impôts indirects sur les produits de consommation sont profondément injustes. Ils ne sont pas proportionnels aux revenus. Une famille ouvrière paie 19,6 % sur ses achats indispensables ou sur des appareils ménagers, c'est-à-dire le même taux qu'un riche paie sur un yacht ou un jet privé.

Il est indispensable, aussi, d'arrêter la dégradation continue du pouvoir d'achat des classes laborieuses. Il faut une augmentation générale, uniforme et conséquente des salaires, mais aussi des pensions de retraite, des minima sociaux, des allocations de handicapés.

Il faut rendre plus transparents qu'ils ne sont le budget de l'État à ses différents niveaux et les budgets des grandes villes et les rendre largement accessibles au public.

Et il ne faut plus permettre

qu'un élu ne tienne pas les promesses qu'il a faites en étant candidat. Il faut imposer la révocabilité des élus par ceux qui les ont élus.

Oui, tout cela est possible si vous, le monde du travail, proclamez que vous savez que la droite vous opprime et que la gauche vous trahit.

Les scores qu'on me prête expriment sûrement ce mécontentement et peut-être une telle prise de conscience. Ce ne sont que des sondages pour le moment. Mais cela suffit à provoquer la hargne de la classe politique et j'ai bien conscience qu'au fond, à travers moi, c'est vous qu'ils craignent.

Ils ont peur que ces sondages se transforment en suffrages le soir du 21 avril et que j'atteigne, à ce premier tour, peut-être plus de la moitié des voix de Chirac ou de Jospin. Quel désaveu ce serait pour eux !

Mais leur crainte la plus grande serait que ce changement de l'opinion populaire entraîne un changement de rapport de force entre les travailleurs et le grand patronat.

Est-ce que les sondages qui me sont favorables se traduiraient réellement en suffrages dimanche prochain ? [...] Ou bien au contraire, ne traduiraient-ils pas une montée vraiment significative ?

C'est que 6 %, 7 % et même 8 %, ne signifieraient pas forcément un changement profond dans l'opinion populaire, tout dépend du nombre réel d'électeurs, et l'on prévoit que les abstentions sont plus importantes qu'à la présidentielle précédente. Et 7 % aujourd'hui ne représenteront peut-être pas plus d'électeurs que les un million six cent mille de 1995 avec 5 %.

Cela dit, j'espère que l'évolution de la conscience populaire se traduira réellement, le 21 avril, par des votes, c'est-à-dire des gens en chair et en os, en nombre bien plus grand que précédemment.

De toute façon, au deuxième tour, j'ai déjà dit que je n'appellerai ni à voter pour Chirac évidemment, ni à voter pour Jospin car je ne veux pas cautionner la politique qu'il mène depuis cinq ans.

Et je n'appellerai pas plus à l'abstention, contrairement à ce

qu'on me fait dire. Ceux de mes électeurs qui veulent voter pour Jospin au deuxième tour le feront parce qu'ils le veulent. Et ceux qui ne le feront pas, c'est qu'ils n'ont pas envie de le faire.

Mais c'est le premier tour qui compte. Si j'atteins les scores que me prêtent certains sondages, et si j'atteins le double d'électeurs qu'en 1995, soit de l'ordre de trois millions, oui, on pourra se dire que quelque chose a changé et que nombreux sont ceux qui ont pris conscience qu'il manque aux travailleurs un instrument pour se défendre, et que le Parti Communiste a fait la preuve qu'il n'est plus cet instrument.

On saura alors s'il est peut-être possible de construire un nouveau parti communiste, un parti qui ait la volonté de défendre réellement les intérêts économiques et surtout politiques du monde du travail et qui, surtout, ait la force de le faire.

Un parti qui soit une force d'entraînement et qui attire à lui non seulement des travailleuses et des travailleurs, mais une partie importante de la jeunesse, y compris de la jeunesse intellectuelle.

Un parti qui soit présent dans toutes les entreprises, qui ait des militants dans les organisations syndicales de travailleurs.

Un parti qui soit présent dans tous les quartiers populaires et dans toutes les banlieues.

Un parti qui puisse s'opposer par le nombre de ses adhérents aux dérives racistes, chauvines ou xénophobes. Un parti qui puisse aussi s'opposer à l'intégrisme de quelque bord qu'il soit.

Un parti démocratique, bien sûr, où les travailleurs, les jeunes, puissent faire l'apprentissage de la démocratie, de la liberté, du respect des autres, puissent aussi se cultiver et trouver auprès des autres militants le moyen de le faire.

Oui, il manque un tel parti et je voudrais convaincre plusieurs milliers de ceux qui auraient voté pour ma candidature, de participer à la création de ce parti qui manque tant pour la défense du monde du travail.

Je ne peux pas le créer, contrairement à ce que disent certains, d'un simple appel à la télévision.

Un tel parti, cela veut dire, je le répète, plusieurs dizaines de milliers de personnes qui y adhèrent. Plus mon score sera élevé, plus il y aura de chance que, parmi ceux qui auront voté pour ma candidature il s'en trouve 30, 40 ou 50 000 qui adhèrent à une telle idée et à un tel parti.

Ce n'est pas une prévision, c'est un espoir. Mais l'espoir, c'est déjà beaucoup !

Alors, le 21 avril, choisissez votre camp. Censurez tous ceux qui représentent le patronat, même si c'est avec des langages différents.

Votez pour votre propre camp, le camp des travailleurs !



Applaudissements et drapeaux rouges

LA VÉRITÉ SUR LES MENSONGES DE L'HUMANITÉ

Le quotidien *Le Monde* a déjà consacré un article, le 6 avril, à tenter de démontrer qu'à force d'être partisans du « tout ou rien », les députées Lutte Ouvrière au Parlement européen se seraient abstenues ou auraient voté contre des résolutions qui allaient dans le sens des travailleurs.

C'est passablement stupide car, bien sûr, nos élus votent le peu qui va dans le sens des travailleurs. Mais il se trouve que, si une multitude de résolutions sont soumises au vote de ce moulin à paroles sans pouvoir qu'est le Parlement européen, la plupart ont pour objet de déblayer le terrain pour les affaires de ces messieurs les capitalistes des différentes nations européennes en harmonisant les règlements, le fonctionnement du marché, etc. Nos députées ne participent évidemment pas aux votes concernant le fonctionnement et la gestion du système capitaliste à l'échelle de l'Europe, si ce n'est pour dire tout le mal qu'elles en pensent. Bien peu de votes sont consacrés aux travailleurs et quand il y en a, comme par exemple pour le travail de nuit des femmes, les travailleurs n'ont vraiment pas à s'en féliciter !

Voilà que le 15 avril *L'Humanité* en remet une couche. Elle consacre ce jour-là une pleine

page aux prises de position de nos représentantes au Parlement européen (ainsi qu'à ceux au Conseil régional d'Ile-de-France). L'article ne vaut pas mieux que celui du *Monde*, avec quelques mensonges en plus.

Sur la taxe Tobin

Le PC continue à nous reprocher de ne pas avoir voté un texte concocté en collaboration avec le PS, les Verts, mais aussi Bayrou et les amis de Pasqua, dont un paragraphe demandait à la Commission européenne une étude de faisabilité sur la taxation des capitaux spéculatifs. Les autres paragraphes précisaient tout le bien que les auteurs pensent du système capitaliste et du marché financier international.

Nous avons évidemment refusé de participer à ce consensus pour glorifier le capitalisme. De surcroît pour rien, car le Parlement européen n'a pas le pouvoir de décider même la modeste taxe Tobin. Que les députés du PC aient voté ce texte, cela montre seulement que le PC est tombé bien bas. Jusque-là, on est encore dans le désaccord politique. Mais là où *L'Humanité* ment, c'est quand elle prétend que ce sont les trois voix de Lutte Ouvrière qui ont manqué pour que le Parlement européen

adopte ce texte. Les auteurs de l'article oublient simplement de préciser qu'ont manqué bien d'autres votes de députés qui, contrairement à nous, prétendaient que ce texte était très important. À commencer par le groupe parlementaire de la GUE, dont fait partie le PC, qui comptait neuf absents dont Robert Hue. Il est vrai que Robert Hue avait quelque chose de plus important au même moment : il sablait le champagne à une fête organisée par son camarade-ministre Gayssot, en compagnie, entre autres, de Lagardère, le PDG de Matra et Hachette. Le groupe des Verts, sans même parler du Parti Socialiste, co-auteurs du texte, comptait encore plus d'absents. Il faut croire qu'ils n'accordaient pas à ce texte une bien grande importance... en dehors du fait d'en faire un objet de polémique contre nous.

Pour être plus démonstratifs, les auteurs prêtent à Arlette Laguiller cette affirmation « *On n'est pas là pour réformer le capitalisme. Taxer le capital est dérisoire. Il faut le détruire* ». La citation est aussi bête que mensongère. Mais le PC, dont les ministres ont cautionné toutes les baisses d'impôt sur les bénéfices des sociétés et sur les hauts revenus, tous les cadeaux aux grands patrons, aurait du mal à

nous présenter comme des adversaires – fût-ce par excès de radicalisme – d'une forte imposition des bénéficiaires des grandes entreprises et des hauts revenus.

Sur la privatisation de La Poste

L'Humanité prétend que, après avoir voté la motion de rejet global proposée par la GUE mais non suivie par le Parlement, nos élus se sont « *désengagés, se contentant de voter contre la résolution finale* ». C'est faux. Même dans le détail : nos élus auraient évidemment voté contre une résolution envisageant la privatisation de La Poste, mais elles n'en ont pas eu plus la possibilité que les élus du PC pour la bonne raison qu'il n'y a pas eu de vote de la résolution finale à ce stade de la procédure parlementaire.

Il est vrai, en revanche, que nos élus ont refusé de voter les amendements de compromission car ils avalisaient tous la privatisation et ne discutaient que du seuil pour son application. Les élus du PC, eux, ont fait le choix en votant ces amendements, d'accepter en fait la privatisation. Il est vrai que ces députés n'ont pas plus trahi les intérêts des travailleurs de La Poste que Jean-Claude Gayssot qui, lui, a signé les décrets portant sur « *l'ouverture au capital*

privé » d'un certain nombre d'entreprises dont Air France et, tout récemment, de la Snecma.

Sur le salaire des chauffeurs-routiers des pays de l'Est

L'Humanité affirme que nos trois camarades se sont abstenues sur un texte proposant l'alignement des salaires des chauffeurs-routiers de l'Est sur ceux de l'Ouest. *L'Humanité* ne cite pas le texte en question. Et pour cause, il n'existe pas !

Sur la reconnaissance du génocide arménien

D'après *L'Humanité*, nos élus auraient adopté une position qui « *scandaliserait jusqu'à des militants de LO* », en s'abstenant sur un amendement reconnaissant le génocide arménien. Passons sur la fine connaissance des rédacteurs sur les sentiments des militants de LO ! Ils seraient mieux avisés de respecter les lecteurs de leur propre journal à qui ils dissimulent le fait que, si les élus Lutte Ouvrière se sont abstenues sur cet amendement, c'est parce qu'elles en ont voté un autre qui reconnaissait le génocide de façon bien plus catégorique et sans y ajouter des considérations vaseuses pour ménager le gouvernement de la Turquie.

À propos du Conseil régional d'Ile-de-France

L'Humanité du lundi 15 avril s'en prend également aux élus régionaux de Lutte Ouvrière, Arlette Laguiller, Jean-Louis Gaillard et Daniel Lioubowny en accumulant sans vergogne une série de mensonges.

Les signataires de l'article prétendent avoir « *épluché les comptes rendus de session* ». Avec des lunettes très déformantes et une mauvaise foi totale.

Ils affirment par exemple que le 30 septembre 1998, nos élus se seraient abstenus à propos de la maîtrise du traitement

des déchets et également, le 3 juin 1999, sur « *l'accompagnement des emplois-jeunes dans leur insertion professionnelle* ». Faux ! Dans les deux cas, nos camarades ont voté pour les rapports présentés par l'Exécutif régional.

Autre exemple de la façon dont les rédacteurs de *L'Humanité* mentent au moins par omission, le vote des budgets que « *Lutte Ouvrière n'a jamais soutenus* » selon les termes des rédacteurs. C'est dissimuler que la gauche plurielle, depuis qu'elle dirige l'Exécutif du Conseil régional et depuis

que nos camarades sont élus, soit depuis 1998, n'a jamais été en mesure de faire adopter son budget, la droite et l'extrême droite faisant barrage et contraignant à le faire passer en force, sans vote. En revanche, et là encore, contrairement à ce qu'écrit *L'Humanité*, lorsque des points particuliers du budget ont été mis à l'ordre du jour, comme la gratuité des manuels scolaires et comme l'adoption de la carte de transports Imagin'R pour les jeunes, qui leur permet de voyager à tarif réduit, les élus de Lutte Ouvrière ont voté pour.

L'Humanité et son capital

Le journal *L'Humanité* daté du 27 mars a accusé Arlette Laguiller d'être une « *parvenue* » qui « *boursicote* » et « *sommeille sur son magot* ». Ce sont évidemment des mensonges. Et ils nous renvoient à une époque qui, on le voit, n'est pas révolue pour leurs auteurs.

L'argent de Lutte Ouvrière, c'est d'abord celui des cotisations de ses militants et *L'Humanité* parle de « *boursicoter* » alors que cet argent est placé à La Poste au taux de la caisse d'épargne.

L'Humanité ferait mieux d'expliquer aux lecteurs qui lui restent et aux militants communistes pourquoi de grands patrons comme Lagardère (le trust Hachette, Matra...), Bouygues (TF1, le bâtiment et les travaux publics notamment) et d'autres ont versé 30 millions de francs (voir, par exemple, *Le Monde* du 17 mai 2001) pour participer au capital de *L'Humanité*.

Pour défendre les travailleurs ?

P.L.

À qui profitent les calomnies des frères Cohn-Bendit ?

Les frères Daniel et Gabriel Cohn-Bendit, figures de proue des Verts, dont une « *tribune* » a été accueillie avec gourmandise par Libération du 27 mars, y ont vomi une pleine page contre Arlette Laguiller, en reprenant des affirmations déjà qualifiées de diffamatoires par la justice, il y a quatre ans.

Cité à comparaître au tribunal correctionnel, Daniel Cohn-Bendit déclarait : « *Je persiste et signe* ». Deux jours plus tard, devant la cour, finies les fanfaronades : par la voix de son avocat, il invoqua son immunité de député européen, son frère et lui ergotant pour ne pas être jugés selon la procédure d'urgence prévue en période électorale, du fait que leurs propos précédaient de quelques jours l'annonce

officielle des candidats par le Conseil constitutionnel.

Ils ont justifié leur demande en disant avoir besoin d'un délai suffisant pour préparer leur défense, c'est-à-dire pour chercher des preuves éventuelles. En clair, cela signifie qu'ils ont commencé par écrire leurs calomnies sans aucune preuve, sinon ils n'auraient eu aucun mal à les produire immédiatement. Mais la vérité ne les étouffe pas, ils ne voulaient que nuire le plus possible, avant le premier tour, à Arlette Laguiller.

C'est que, tout en roulant pour Mamère au premier tour, Daniel Cohn-Bendit « *prépare déjà le second tour pour Lionel Jospin* », titrait *Le Monde* du 12 avril en relatant ses tractations avec Hollande, le premier secrétaire du PS. Ceci explique cela.

P.L.



Des militants du PCF de Marseille recouvrant des affiches d'Arlette Laguiller, devant un photographe de presse. Il n'y avait vraiment pas d'autres emplacements ?

Vivendi La spéculation dérape

LES FACTURES D'EAU ÉPONGERONT LES PERTES

Vivendi connaît des déboires à la Bourse, au point que les actionnaires envisagent de révoquer son Pdg, Jean-Marie Messier, jusque-là considéré par ce petit monde comme un modèle.

Ces dernières années, tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes capitalistes pour les actionnaires de Vivendi, l'ancienne Générale des eaux. L'eau, mais aussi la gestion des transports publics dans de nombreuses villes, ainsi que le ramassage des ordures ménagères, alimentaient la pompe à profits. En effet les contrats avec les collectivités locales garantissent pratiquement les bénéfices. Il y a des clauses d'intéressement, mais les pertes sont pratiquement impossibles, les collectivités se chargeant de régler les déficits, parfois très importants.

Au début des années quatre-vingt dix notamment, les factures d'eau avaient grimpé en flèche, et l'eau est en moyenne beaucoup plus chère dans les villes ayant un contrat avec Vivendi ou une de ses semblables que dans celles qui gèrent directement ce service.

Une fois de larges dividendes payés aux actionnaires, il restait à Vivendi encore beaucoup

d'argent, qui fut placé dans d'autres secteurs, comme l'information et les communications, où il semblait possible de le faire fructifier très rapidement sans même accroître les activités. C'est ainsi que Vivendi a fusionné avec le groupe canadien Seagram qui détenait des droits sur la production de musique et de cinéma, entre autres celle des studios Universal à Hollywood.

Tant que l'action Vivendi était à la hausse, ses dirigeants n'hésitèrent pas à racheter des sociétés dont les prix étaient déjà

faramineux mais qui continuaient à grimper. Ils se gênèrent d'autant moins pour le faire qu'ils n'avaient en général pas besoin de sortir d'argent : ils faisaient leurs achats à crédit, en prévoyant de payer par des actions de Vivendi, ce qui était évidemment bien commode.

Mais aujourd'hui, la spéculation se retourne à la baisse. Les partenaires de Vivendi n'acceptent plus d'être payés en actions, ils veulent de l'argent. Il est donc question de l'endettement de Vivendi, comme il en est question

d'ailleurs pour France Télécom et pour d'autres. De plus, les acquisitions les plus importantes de Vivendi se sont réalisées aux États-Unis, où la législation, sur ce point, oblige à un tout petit peu plus de transparence qu'en France. En conséquence, Vivendi est obligé, d'ici un an, d'ajuster dans ses comptes la différence existant entre le prix énorme de ses acquisitions et leur valeur réelle. Selon la presse économique, c'est la reconnaissance de ces « survaleurs » qui serait à l'origine de la baisse du cours de

l'action Vivendi.

Pour régler ses dettes accumulées dans les secteurs de l'information et de la communication, il est question que Vivendi accepte de vendre une part du capital de sa filiale Vivendi- Environnement, qui regroupe l'eau, les transports urbains et les déchets. Cette société continue à rapporter beaucoup d'argent, au point d'être qualifiée par un journal financier de « machine à produire du cash ». Car, effectivement, quand on règle sa facture d'eau ou sa taxe d'habitation, on est obligé de payer rubis sur l'ongle. Et c'est évidemment de ce côté que les dirigeants de Vivendi se tournent pour payer leurs dettes.

Un récent rapport parlementaire souligne « la persistance de pratiques conduisant à faire peser des charges indues sur les usagers », notamment par le biais de provisions « surestimées et non utilisées ». Ces provisions sont censées servir à l'entretien et au renouvellement des réseaux d'eau et d'assainissement. Maintenant que les dirigeants de Vivendi ont besoin d'argent frais pour rembourser leurs dettes, on peut parier qu'ils feront largement appel à ce trésor de guerre payé par les usagers, tandis que les installations risquent d'être laissées dans un piteux état !

Jean SANDAY



LES MÉDIAS SOUS LA COUPE DES GROUPES CAPITALISTES

Liberté de la presse, indépendance des journalistes ? Rien n'est plus faux. En fait quelques grands groupes financiers et industriels possèdent l'essentiel des moyens d'information.

En ce qui concerne les chaînes privées de télévision, TF1 et LCI sont dans les mains de Bouygues, Canal Plus appartient à Vivendi dont le Pdg est Jean-Marie Messier, M6 à Suez-Lyonnaise des Eaux. L'hebdomadaire *Le Nouvel Observateur*, dans une enquête sur les médias, indiquait que « *Capital*, émission phare sur M6, n'a jamais consacré d'enquête au scandale de l'eau : la Lyonnaise des Eaux est actionnaire de M6. Karl Zéro, l'animateur du « *Vrai Journal* » de Canal +, qui s'est fait une réputation pour l'intransigeance de ses enquêtes, n'est pas libre d'enquêter sur Vivendi (actionnaire majoritaire de Canal+) sur le cinéma ou sur le football, mamelles de la chaîne. »

Ce n'est pas mieux du côté de la presse écrite : elle est aux mains d'une demi-douzaine de grands groupes. Jean-Luc Lagardère, qui possède Matra-Hachette, contrôle aussi, en plus d'Europe 1, *Paris Match*, le

Journal du dimanche, *l'Événement*, *Elle*, *Télé 7 jours*, *France-Dimanche*, *Pariscope*, *Nice-Matin* sans citer ses participations dans la presse régionale. Il vient aussi, au côté de Bouygues, d'entrer l'an dernier dans le capital de *L'Humanité*. Cette année, Dassault, qui détient déjà *Le Journal des Finances*, *Valeurs actuelles*, *Le Spectacle du monde* et trois périodiques franciliens, s'est offert une minorité de blocage dans le capital du *Figaro*, dont il est devenu le principal actionnaire.

Jean-Marie Messier, au travers de Vivendi, outre Canal +, possède *l'Express*, *l'Expansion*, *la Vie Française*, *le Moniteur*, *l'Usine Nouvelle*, etc.

François Pinault, Pdg de Pinault-Printemps-la Redoute qui possède la Fnac et des participations dans TF1, a racheté *le Point* et *Historia*. Bernard Arnault, Pdg de la firme de luxe LVMH possède le journal financier *La Tribune*.

Le Monde vient de racheter *Le Courrier international* et de décider de faire son entrée en Bourse. La société des lecteurs du *Monde* a comme président du conseil de surveillance Alain Minc, membre de conseils d'administration dont celui de

l'ex- Moulinex, et compte Michel Bon, actuel Pdg de France Télécom, dans son conseil de surveillance.

Jérôme Seydoux, milliardaire héritier de la famille Schlumberger, Pdg de Pathé et de Chargeurs, est actionnaire de *Libération* depuis 1982. Venant au secours de ce quotidien, apportant par exemple 72,6 millions en 1995 et 70 millions l'année suivante, Seydoux est aussi administrateur de Danone et d'Accor. D'ailleurs, *Libération*, qui n'est pas ingrat, s'était indigné de l'appel des salariés de Danone à boycotter les produits de la firme lors de l'annonce des licenciements.

Posséder un journal n'est pas le seul moyen d'avoir les faveurs de la rédaction. La publicité joue aussi un rôle énorme. Vivendi, toujours lui, a dépensé en 1998 deux milliards de francs de publicité, plus que le Produit national brut de l'Albanie. Un article qui déplaît peut entraîner aussitôt la perte d'un budget de plusieurs millions de francs. De quoi faire réfléchir ? ou plutôt faire fléchir pas mal de journaux, qui sont des entreprises capitalistes comme bien d'autres.

Comme on le voit, la « liberté de la presse » qu'on nous vante tant est surtout la liberté pour quelques grands groupes et grandes familles de se partager les moyens d'information à l'échelle du pays.

Christian BERNAC

LE RACKET DE LA GRANDE DISTRIBUTION

Depuis deux ans, l'association de consommateurs « UFC-Que Choisir ? » surveille l'évolution des prix pour voir l'impact du passage à l'euro. Après avoir étudié les prix de près de 60 000 produits de grande consommation répartis dans 1 200 grandes surfaces, le constat qu'elle dresse est édifiant : si les fabricants et les distributeurs ont assez bien respecté leur engagement de gel des augmentations entre le 1^{er} novembre 2001 et le 31 mars 2002, ils avaient pris soin d'augmenter leurs marges, largement, et de façon préventive.

Ainsi, en comparant les relevés effectués en novembre 2000 et ceux de mars 2002, l'association dénonce une augmentation de plus de 4 % en moyenne, inflation déduite, avec des pointes à 20 ou 30 %. Au rayon alimentation, la palme revient aux saucisses Knacki Herta avec 33 % d'augmentation sur la période, suivies par les rillettes Bordeaux-Chesnel à + 18,5 %. Dans la gamme des produits d'hygiène-beauté, *Que Choisir* épingle le shampoing Garnier qui flirte avec les 15 % de

hausse. Quant aux aliments pour chiens et chats les plus vendus, ils enregistrent 7,5 % de plus en moyenne.

Ce pavé dans la mare n'est évidemment pas du goût des professionnels de la distribution. « *Jamais nos enquêteurs n'avaient été à ce point harcelés et parfois même obligés de quitter les grandes surfaces* », commente *Que Choisir*.

Il est sûr que ces gens-là préfèrent qu'on fasse de la publicité pour leur enseigne, plutôt que pour leurs pratiques abusives. Quant au gouvernement, il a été plus prompt à vanter la prétendue efficacité de son « pacte de stabilité des prix » qu'à dénoncer les dérives de la grande distribution. Il est vrai qu'après avoir autorisé des augmentations dans de nombreux services publics, comme le gaz ou les transports collectifs, Jospin et ses ministres sont plutôt mal placés.

Et si les consommateurs, las de se faire racketter et de voir fondre leur pouvoir d'achat, se mettaient à revendiquer une augmentation conséquente des salaires, des allocations et des retraites... ?

Roger MEYNIER

Mc Donald's Paris
(Strasbourg-Saint-Denis
et Bd Saint-Germain)

LES TRAVAILLEURS RESTENT DÉTERMINÉS

Le 2 février dernier, après presque quatre mois de grève, les salariés du McDonald's du carrefour Strasbourg-Saint-Denis à Paris signaient un protocole de fin de conflit qui obligeait le franchisé (le patron du restaurant) à réintégrer cinq salariés dont il avait voulu se débarrasser parce que trop revendicatifs, leur faute à ses yeux étant d'avoir demandé l'élection des délégués du personnel, ou encore organisé un mouvement de grève en soutien au militant syndical menacé de licenciement pour avoir demandé l'organisation des élections.

Au cours de l'assemblée générale des grévistes qui avait approuvé la signature du protocole de fin de conflit, un des grévistes avait insisté sur le fait que la solidarité dont les salariés avaient fait preuve tout au long du conflit leur serait indispensable lors de la reprise du travail, lorsqu'ils auraient à affronter quotidiennement leur patron.

Cet appel à la vigilance ne s'est pas révélé inutile. Les travailleurs du McDo Strasbourg-Saint-Denis devaient en effet avoir très vite l'occasion de montrer que leur détermination à se faire respecter et leur sens de la solidarité étaient toujours aussi forts.

Il était prévu, aux termes du protocole de fin de conflit, que le franchisé, la veille de la réouverture du restaurant, réunisse les salariés pour leur rappeler « les règles en

vigueur dans l'établissement ». Au début de la réunion, le franchisé annonçait son départ pour le 1^{er} mai prochain et présentait son successeur. Cette nouvelle provoqua un bel enthousiasme et le « sortant », qui semblait peu apprécier les quolibets des salariés, quitta la réunion au bout de cinq minutes.

Mais le patron « démissionnaire » voulut s'offrir une petite mesquinerie pendant son préavis. Un salarié du restaurant, un des porte-parole des grévistes, avait besoin d'une attestation d'emploi de sa part pour obtenir de l'administration le renouvellement de son autorisation de travail. Prenant prétexte que l'autorisation de travail était arrivée à expiration, le franchisé notifiait à l'intéressé une mesure de suspension, en lui remettant une « attestation de suspension ».



La réponse des salariés ne se fit pas attendre. Le dimanche 7 avril, le restaurant était paralysé par la grève. Le travail reprit le lendemain après que le patron eut finalement remis au salarié une « attestation de présence ».

Les salariés d'un autre « McDo », celui du boulevard Saint-Germain, ont été eux aussi amenés à arrêter le travail

pour se faire respecter d'une direction qui entendait mettre au pas plusieurs d'entre eux à qui il était reproché d'avoir manifesté leur solidarité avec les McDo de Strasbourg-Saint-Denis.

Au début de l'année, un militant syndical et cinq jeunes travailleuses de cet établissement du boulevard Saint-Germain avaient fait l'objet de

mesures disciplinaires (allant de l'avertissement au licenciement), décidées pour différents motifs relevant d'un véritable inventaire à la Prévert : insubordination, dégradation volontaire de la porte d'entrée du restaurant, manquement aux obligations contractuelles, déclenchement intentionnel du système anti-incendie, etc.

Une vingtaine de salariés se mettaient alors en grève le 2 mars pour obtenir le retrait des sanctions. La direction les assignait devant le juge des référés du tribunal de grande instance pour que le motif de la grève soit déclaré illicite. Lors de l'audience du 22 mars, le juge ne répondit pas favorablement à la demande de McDonald's et désigna un médiateur en vue de rapprocher les parties en conflit.

Le 13 avril, après plusieurs séances de médiation, et devant la détermination intacte des grévistes, un protocole était finalement signé, transformant les sanctions en « blâme ne figurant pas au dossier » et le licenciement en avertissement.

À Strasbourg-Saint-Denis comme boulevard Saint-Germain, les jeunes travailleurs de McDonald's ont montré aux directions de leurs établissements respectifs, animées d'une même préoccupation de les mettre au pas, qu'ils sont conscients de leurs droits et déterminés à les faire respecter.

SNCF
Paris- Gare du Nord

20 EMBAUCHES OBTENUES PAR LA GRÈVE

En deux jours, les grévistes de la gare du Nord ont obtenu vingt embauches par une mobilisation qu'on n'avait pas vue depuis les grèves de 1995.

Cela faisait longtemps que le ras-le-bol s'accumulait face à l'aggravation des conditions de travail due au manque d'effectifs. À la banlieue, des locaux de vente sont régulièrement fermés car il n'y a personne pour les tenir. En grandes lignes, cela n'est pas mieux, les postes non tenus faute d'effectif sont monnaie courante. Les queues s'allongent alors que de nombreux guichets sont fermés. La durée d'attente pour obtenir un billet Paris-Lille peut atteindre 1 h 15, davantage que le temps de trajet (1 h) !

Résultat, les voyageurs sont énervés et se défoulent souvent sur les cheminots qu'ils ont en face d'eux.

Autant dire que ces manques d'effectifs pénalisent les voyageurs et les cheminots.

De plus, les embauches prévues pour les agents de manœuvre et le départ des trains n'ont toujours pas été réalisées. C'est pourquoi quand l'ensemble des syndicats de la gare, CGT, FO, CFDT et SUD ont appelé à une journée de grève, les cheminots ont répondu présent.

Jeudi 11 et vendredi 12 avril, il était quasiment impossible de trouver un guichet de vente ouvert à la gare du Nord et des cadres ont dû remplacer des grévistes pour donner le départ des trains et dans des postes de circulation. La direction a dû avouer des pourcentages de grévistes de 68 % en banlieue et 80 % aux guichets grandes lignes, les deux secteurs les plus mobilisés.

La première assemblée, jeudi 11, réunissait 150 per-

sonnes de tous les services de la gare. La revendication de 40 embauches fut adoptée par l'ensemble des grévistes. D'ailleurs, il s'agit exactement, d'après les chiffres de la direction, du nombre d'embauches nécessaires pour assurer le service prévu et couvrir tous les postes.

Pourtant lors du dépôt du préavis, la direction disait n'avoir aucune autorisation d'embauche : elle s'engageait seulement à prendre 10 CDD jusqu'à l'été.

Après l'assemblée générale, cela devenait déjà dix embauches au cadre permanent et dix CDD supplémentaires.

Mais cela ne nous suffisait pas. Nous sommes allés tous ensemble à la direction nationale à Montparnasse. N'ayant rien obtenu de plus, nous avons revoté la grève jusqu'au lendemain.

Le soir même, la direction

s'engageait auprès des syndicats à transformer les dix CDD en titulaires au plus tard le 1^{er} septembre et à ce que quatre postes d'emplois-jeunes soient pérennisés. Cela faisait donc 20 embauches de cheminots.

Le lendemain matin, les guichets restaient fermés et la grève aussi forte. L'assemblée jugeait que cela ne faisait toujours pas le compte et la grève était revotée à la quasi-unanimité. Le chef d'établissement refusant de renégocier, nous sommes allés tous lui rendre visite et avons fait un joyeux chahut dans les couloirs de l'établissement. Prenant un air dégoûté, il nous a dit qu'il ne lâcherait rien de plus et que « nous n'étions pas dans un lycée ». Alors c'est sous les huées et les cris de « Provi-seur ! » « Démission ! » qu'il a quitté les lieux.

Toutefois, à l'assemblée de l'après-midi, les représentants

de Force Ouvrière décidaient de quitter la grève alors qu'eux-mêmes l'avaient votée le matin. Et si une partie des grévistes a condamné ce lâchage, il n'y avait pas la détermination pour continuer malgré ce coup bas. L'unité syndicale pour l'appel à la grève avait été un facteur important de sa réussite. La division syndicale signifiait alors pour beaucoup la fin du mouvement... Et le lendemain, une assemblée de 40 personnes votait logiquement la reprise.

Il reste qu'en deux jours, vingt embauches ont été imposées. Cette grève a été la plus importante depuis 1995, par le nombre de grévistes et la participation aux assemblées. Autant dire que la direction n'en a pas fini avec nos revendications.

Correspondant LO

Italie

Après la grève générale du 16 avril

FAIRE REMBALLER SES PROJETS AU PATRONAT !

Usines et lieux de travail désertés, transports paralysés, manifestations massives dans 21 grandes villes, la grève générale du 16 avril en Italie aura été une belle démonstration de force pour les syndicats, et surtout pour l'ensemble des travailleurs italiens. Après la manifestation nationale du samedi 23 mars à Rome, appelée par la seule CGIL – la CGT italienne –, cette fois la grève générale avait lieu à l'appel des trois confédérations syndicales. Les deux confédérations CISL et UIL (comparables, en France, à la CFDT et FO), ont dû se rallier à l'initiative de la CGIL, alors que, dans un premier temps, elles avaient tenté de jouer le jeu de la discussion séparée avec le gouvernement Berlusconi. Aujourd'hui, il est clair que si elles avaient persisté

dans cette attitude, alors que de nombreux militants CISL et UIL ont défilé le 23 mars avec la CGIL, elles risquaient de se discréditer totalement auprès de leur propre base.

Les journées du 23 mars et du 16 avril sont donc un succès pour Cofferati, le dirigeant de la CGIL. Celui-ci a réussi à constituer autour de lui un front syndical contre le projet du gouvernement Berlusconi d'abolir « l'article 18 », cet article de loi inclus dans le « statut des travailleurs » adopté en 1970, après les luttes ouvrières de 1968-1969, et qui protège les travailleurs des entreprises de plus de quinze salariés contre les licenciements sans « juste cause ». Grâce à cet article, en cas de licenciement abusif, les employeurs peuvent être

condamnés à réintégrer le travailleur concerné. C'est bien pourquoi ils en demandent l'abolition, au nom de la nécessaire « flexibilité » du travail, à la mode d'un côté des Alpes comme de l'autre et que le gouvernement Berlusconi a promis d'amplifier encore. Le « Livre blanc » de son ministre Maroni, présenté à l'automne, promet même d'en finir avec tout ce qu'il nomme les « rigidités » du marché du travail, et notamment avec la concertation syndicale.

La CGIL, justement, pendant des années, s'est prêtée à cette concertation dont le résultat a été de remettre en cause bien des acquis sociaux des travailleurs italiens. C'est depuis un an, depuis l'arrivée de Berlusconi au gouvernement, qu'elle se montre plus comba-

tive. En effet, alors que ces années de concertation ont affaibli et démoralisé la classe ouvrière, mais aussi discrédité la CGIL elle-même auprès des travailleurs, il est vital pour elle de démontrer qu'elle a encore une influence, une capacité de les mobiliser, et que les projets de Berlusconi d'imposer ses projets à la CGIL en passant par-dessus elle sont une illusion.

Aujourd'hui, la démonstration est donc faite que la classe ouvrière est toujours là, prête à réagir pour peu que la CGIL le lui propose et se montre combative. Et c'est sans doute l'occasion pour nombre de travailleurs, dans les anciennes et dans les nouvelles générations, de reprendre conscience de la force que peut représenter la classe ouvrière lorsqu'elle se retrouve unie pour la défense de ses intérêts, de reprendre confiance en eux-mêmes et dans leur capacité de lutter.

Mais que va-t-il se passer maintenant ? Lors de cette grève du 16 avril, Cofferati a déclaré que la CGIL ne s'arrêtera que quand le gouvernement aura déchiré son projet de réforme de l'article 18. Berlusconi de son côté a annoncé qu'il maintenait ses projets, déclarant seulement qu'il est prêt à reprendre pour cela « le dialogue » avec les syndicats. Ceux-ci, en fait, y sont certainement prêts mais les surenchères entre les différents partis de la majorité de Berlusconi, ainsi que celles du patronat, ne laissent que peu de place aux concessions, au moins de forme, qu'il lui serait nécessaire de faire pour obtenir une remise en cause de l'article 18 négociée avec les syndicats. Le conflit pourrait donc continuer, et mettre à rude épreuve la solidité du gouvernement Berlusconi.

Personne ne se plaindrait, bien sûr, de voir ce magnat de

l'audiovisuel promu Premier ministre confronté à des difficultés politiques croissantes. Mais pour la classe ouvrière, l'essentiel n'est pas là. Il faut bien sûr, imposer que l'article 18 soit maintenu. Mais il faut aussi imposer que la protection contre les licenciements soit étendue aux milliers d'autres travailleurs qui aujourd'hui n'en bénéficient pas : les travailleurs des petites entreprises et surtout la masse des travailleurs précaires, en contrat à durée déterminée ou intérimaires, que les patrons ont embauché en tournant l'article sur la « juste cause ». Et puis il faut en fait inverser toute l'évolution qui, ces dernières années, que ce soit avec la gauche ou avec la droite, s'est traduite par une dégradation continue des conditions de travail et de vie, renverser le rapport de forces en faveur de la classe ouvrière.

Pour cela les travailleurs ne peuvent faire confiance à un Cofferati. Celui-ci défend surtout la place de l'appareil CGIL et, demain, peut se montrer prêt à accepter d'un gouvernement de gauche ce qu'il refuse aujourd'hui d'un gouvernement de droite. On en a eu bien des exemples dans le passé.

Alors tant mieux si la situation actuelle, après des années de reculs et de démoralisation, renforce le moral, la conscience, la cohésion des travailleurs italiens. Ils en auront besoin car, pour faire remballer leurs projets anti-ouvriers au patronat et au gouvernement Berlusconi, ou à un autre, ils auront besoin d'utiliser toute leur force ; et pas seulement de la montrer comme le fait Cofferati.

André FRY



Lors de la manifestation du 23 mars.

Centre de Sangatte (Pas-de-Calais)

LES BARBELÉS DE LA MORT

Lundi 15 avril, un réfugié kurde de 25 ans est mort au cours d'une rixe, à quelques pas des CRS qui surveillent en permanence le hangar et le site de Sangatte, non loin de Calais et de l'entrée du tunnel sous la Manche. Ce mort vient s'ajouter aux onze autres qui, en l'espace d'un an, l'ont été en tentant de passer clandestinement en Angleterre.

Le centre de Sangatte géré par la Croix Rouge a été ouvert en 1999 dans un ancien hangar qui avait été utilisé pendant la période de construction du tunnel sous la Manche. A son ouverture, il devait recueillir 600 réfugiés, venus de pays d'Europe comme le Kosovo ou plus lointains comme la Turquie, le Kurdistan ou l'Afghanis-

tan. En fait, le provisoire s'est transformé en durable et l'afflux de réfugiés fait, qu'actuellement, plus de 1 500 personnes y sont entassées dans des conditions précaires. Ces réfugiés sont coincés derrière les barbelés de Sangatte censés leur interdire aussi bien l'installation en France que le passage en Angleterre. L'hypocrisie du gouvernement français, qui a créé cette sorte de « no man's land » sans issue et se refuse à permettre à ceux qui le souhaiteraient de s'installer légalement de ce côté-ci de la Manche, va de pair avec celle du gouvernement anglais, tandis que la société Eurotunnel ne cesse de réclamer plus de dispositifs de sécurité, de policiers, de chiens, de barbe-

lés, de miradors afin d'interdire tout passage. Sans parler des passeurs et autres trafiquants d'hommes aux abois qui trouvent encore le moyen d'exploiter le désarroi des réfugiés.

C'est dans ces conditions que les tensions entre les réfugiés ont éclaté et fait un mort, lundi 15 avril. Les responsabilités sont à chercher du côté de ceux qui enferment des hommes dans une telle situation et les désespèrent en leur fermant toute porte d'accès à cette Europe des riches. Cette Europe, présentée par les gouvernants comme une « terre d'asile », devient en fait une forteresse interdite à tous ceux qui fuient la guerre et la misère.

Pologne

Dans l'Union européenne ou pas, UN GOUVERNEMENT AU SERVICE DU PATRONAT

Que la Pologne entre dans l'Union européenne, ce qui après avoir été repoussé est désormais attendu pour 2004, ou qu'elle n'y entre pas, elle sera de toute façon une terre d'élection pour le patronat.

C'est du moins le sens des dernières mesures proposées par son gouvernement, qui vient de préparer une série d'amendements assouplissant le Code du travail : ainsi, les entreprises pourront multiplier les contrats à durée déterminée (alors qu'auparavant le troisième contrat consécutif fait à la même personne devait être signé pour une durée indéterminée), et le taux de paiement des heures supplémentaires devrait baisser de 50 % pour les quatre premières heures.

Tout cela devrait rentrer en vigueur au début de 2003, si le Parlement accepte ces mesures. Petit détail, le gouvernement est dirigé par la coalition autour de la SLD, la gauche polonaise, et le président de la République polonaise est également du même parti, la SLD... qui s'était opposée à ces mesures lorsque le précédent gouvernement de droite les avait proposées.

Quant aux entreprises qui en profiteront, elles sont dès aujourd'hui nombreuses à provenir de l'Union européenne comme, entre autres, nombre de grands groupes français tels Auchan ou France Telecom qui s'est récemment offert l'opérateur polonais TPSA.

N. M.

Proche-Orient

LA POLITIQUE CRIMINELLE DE SHARON ET DE SES COMPLICES

« Nous sommes très proches de la fin » a déclaré un officier israélien opérant à Jénine, ville située au nord de la Cisjordanie. Et effectivement, à voir les quelques images qui sont parvenues de cette localité, en particulier celles du camp de réfugiés, la fin semble là, non seulement proche, mais déjà quasiment atteinte.



Dans les ruines de Jénine, éventrée par les chars et les bulldozers.

par l'armée américaine au Vietnam ou encore par l'armée allemande dans les ghettos juifs d'Europe centrale.

Et après tout cela, Sharon a le culot de parler de paix en proposant une conférence internationale à laquelle il ne croit pas lui-même. Il y met tant de mauvaises conditions (dont la non-participation d'Arafat), que ce vague projet de conférence, qui ne verra jamais le jour, n'est qu'un leurre lui permettant de gagner du temps pour parfaire ses crimes à l'encontre des Palestiniens. Du temps, c'est d'ailleurs ce qu'il réclame

depuis que le gouvernement américain lui a demandé de se retirer « sans délai » les villes réoccupées. Du temps pour « finir le travail » a même dit Sharon, ajoutant le cynisme à l'odieux.

Dans le registre de l'odieux et du cynisme, Sharon n'est bien sûr pas seul. Ce ne sont pas les complicités qui lui manquent, à commencer par celles du président américain Bush et de son secrétaire d'Etat Colin Powell, qui tous deux se gardent d'exercer la moindre pression véritable sur le gouvernement israélien. Malgré quelques déclara-

tions qui se sont voulues fermes, Bush a donné à Sharon le temps qu'il demandait, en autorisant Powell à multiplier les étapes avant d'arriver en Israël. Et comme il fallait s'y attendre, une fois en Israël, Powell n'a fait qu'enregistrer, voire accepter les volontés de Sharon. En fait, la tâche de Powell au Proche-Orient semble être surtout de mettre en garde les États arabes voisins « contre tout risque de dérapage », à défaut de pouvoir, ou de vouloir, infléchir la politique de l'allié israélien.

Autre complice et non des moindres, Péres, le soi-disant homme de gauche, un des pères des accords d'Oslo, qui depuis que Sharon dirige le gouvernement accepte de lui servir de paillason. Il fallait l'entendre, Péres, justifier la destruction du camp de réfugiés de Jénine, sans croire lui-même à ce qu'il disait. Mais qu'importe, lorsqu'il s'agit de défendre le nationalisme israélien, même incarné par un homme d'extrême droite comme Sharon, les travaillistes à la Péres répondent présents. C'est dire aussi que les accords d'Oslo, concoctés par un tel homme, n'avaient pas pour but la satisfaction des droits nationaux palestiniens. Il s'agissait

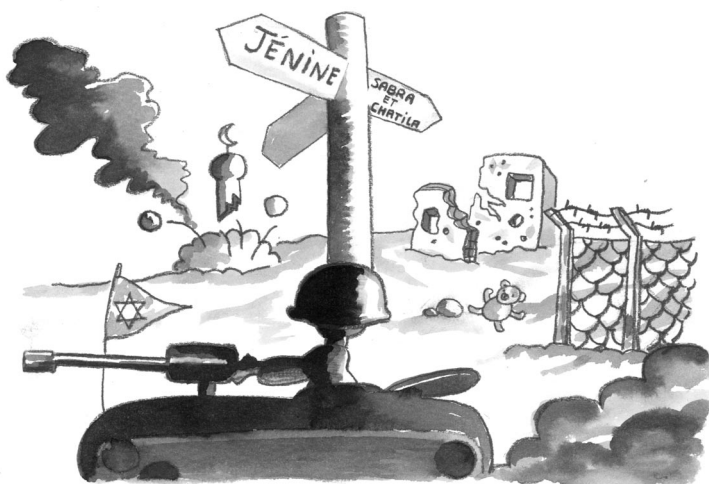
alors, pour se sortir d'une première Intifada que l'armée israélienne n'arrivait pas à vaincre, de donner un semblant d'autonomie à Yasser Arafat, à qui l'on demandait en contrepartie d'encadrer son propre peuple. Et pendant ce temps, sous les gouvernements de la gauche israélienne en particulier, la colonisation, c'est-à-dire le vol des terres a continué de plus belle, amenant à la situation inextricable d'aujourd'hui, où la Cisjordanie est parsemée de colonies israéliennes jouxtant des localités palestiniennes.

Eradiquer le « terrorisme », c'est-à-dire en l'occurrence le sacrifice de soi de centaines de Palestiniens, pour la plupart fort jeunes, Sharon n'y parviendra pas. Par contre, il se pourrait bien que son objectif soit tout autre et le conduise à chasser encore plus de Palestiniens des terres et des villages qui sont aujourd'hui les leurs. Les annexions se multiplieraient alors, renforçant le désespoir et la haine de tout un peuple en maintenant toutes les causes de conflit qui ensanglantent cette région depuis plus d'un demi-siècle.

Georges LATTIER

Alors, comment qualifier les actes du gouvernement Sharon, autrement qu'en leur accolant le vocable de « criminels ». N'est-il pas criminel, en effet, de s'en prendre ainsi aux populations, de raser leurs maisons, de les priver d'électricité, d'eau, de médicaments ; de tolérer que les familles n'aient que quelques heures par semaine pour se ravitailler ?

L'armée israélienne ne fait visiblement pas dans le détail, se comportant dans les territoires palestiniens réinvestis comme la vulgaire armée d'occupation qu'elle est. Les images de Jénine ressemblent à s'y méprendre à celles des villages rasés par l'armée française en Algérie,



LIBERTÉ POUR MUMIA ABU-JAMAL

Le comité de soutien de Mumia Abu-Jamal appelle à se rassembler massivement, mercredi 24 avril, à 18 heures, devant le consulat des États-Unis, au métro Concorde, pour exiger sa libération.

C'est le jour de l'anniversaire de Mumia Abu-Jamal, né le 24 avril 1954, et qui reste toujours enfermé dans le couloir de la mort, alors que sa condamnation a été annulée par un tribunal américain.

Cela fera aussi six ans que les défenseurs de Mumia Abu-Jamal protestent contre

la loi que Clinton avait fait voter « pour une peine de mort effective ».

Le comité proteste d'autant plus contre le maintien de Mumia Abu-Jamal en prison, que ses avocats ont réuni les preuves mêmes de son innocence, y compris les aveux d'Arnold Beverly, qui a revendiqué le meurtre du policier Daniel Faulkner, cet assassinat qui a servi de prétexte pour envoyer en prison Mumia, journaliste militant noir, il y a plus de vingt ans pour un crime qu'il n'a pas commis.

ILS APPELLENT CELA LE « PROGRÈS »...

Le dernier rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT) devant l'ONU signale que 80 % de la population mondiale doit vivre, survivre en fait, sans avoir droit à aucune couverture sociale. De plus, 90 % des travailleurs ne sont couverts par aucun régime de retraite « adéquat », pour reprendre le qualificatif de l'OIT.

En ce 21^e siècle qui commence, les endroits du globe où existent des systèmes de protection sociale et de retraite sont donc bien rares. Mais,

même là où il y en a, par exemple dans les pays de l'Union européenne, il se trouve des Chirac, Jospin et autres gouvernants de leur acabit, pour se mettre d'accord, comme récemment au sommet de Barcelone, afin de reculer l'âge de la retraite et de diminuer le niveau des pensions.

Eh oui, malgré tout ce que nous rabâchent les tenants du système capitaliste, malgré tous leurs beaux discours sur ce qu'ils appellent le « progrès », ce 21^e siècle ressemble beaucoup au 19^e siècle des débuts

du capitalisme. Sauf que, en deux siècles de développements techniques et autres, la productivité du travail a explosé. Et que, du coup, l'accroissement prodigieux de la masse des richesses produites par les travailleurs du monde entier, auxquelles ils n'ont souvent même pas accès au niveau le plus élémentaire, n'en rend que plus criant le parasitisme du système capitaliste et de ceux qui en sont les uniques bénéficiaires.

P.L.

Venezuela

FAUSSE SORTIE POUR CHAVEZ... JUSQU'À QUAND ?

Le Venezuela vient d'être le théâtre d'un retournement de situation politique où l'on a vu, en quarante-huit heures, se succéder un coup d'Etat et un contre-coup d'Etat, rétablissant à la présidence l'ex-lieutenant-colonel parachutiste Hugo Chavez et envoyant en prison celui qui avait tenté de s'emparer des commandes du pays, le patron des patrons Pedro Carmona.

Ce renversement de situation a stupéfait les commentateurs qui avaient publié un peu trop vite leur nécrologie politique du président « parachuté », selon eux, dans la vie politique du Venezuela. Et relire après-coup ces commentaires est parfois assez réjouissant.

Mardi 9 avril, un front regroupant le grand patronat, l'oligarchie dirigeante et les dirigeants d'une bureaucratie syndicale qui, par ses méthodes de gangsters vis-à-vis de ses éventuels opposants, fait penser aux syndicats nord-américains, avait lancé une grève (la seconde depuis trois mois) pour tenter de renverser Chavez. Le 10, la grève devenait illimitée et le 11, les opposants s'affrontaient avec la garde de Chavez autour du palais présidentiel.

Vendredi 12, Chavez, président élu, était déposé par la force par le dirigeant patronal Carmona, sous l'œil bienveillant des dirigeants nord-américains qui y voyaient un nouveau triomphe de la « démocratie » : « C'est l'affaire du peuple vénézuélien. Le peuple a parlé et Chavez a démissionné ». Dans la nuit, les dignitaires de l'armée avaient annoncé les uns après les autres leur ralliement au putsch dans les médias appartenant pour l'essentiel aux opposants à Chavez.

Mais, dimanche 14 avril, Chavez était ramené à la tête de l'Etat. Toute la journée de

samedi, on avait d'abord assisté à une mobilisation des couches les plus pauvres de la capitale, venues des « ranchitos », les bidonvilles de Caracas, dont certains sont tout proches du palais présidentiel. Ces manifestants, qui ont protesté notamment sous les fenêtres des médias hostiles à Chavez, montraient par leur présence que le président conservait encore des soutiens dans les couches populaires. Mais c'est surtout à la remobilisation de la partie de l'armée qui lui était restée fidèle, notamment le régiment de parachutiste auquel il a appartenu dans le passé, qui a fait la différence et ramené la situation au point de départ, envoyant cette fois en prison le patron des patrons, ses ministres d'un jour et une

élection, il y avait d'abord son putsch manqué de 1992 contre le président social-démocrate, le très corrompu Carlos Andres Perez. Chavez avait échoué mais il s'était fait connaître comme un adversaire supposé de la corruption. En 1998, les principaux partis politiques étaient totalement discrédités tandis que pesait sur la majorité de la population le poids d'une oligarchie qui possède tout, depuis l'essentiel des terres les plus riches (20 % de propriétaires disposent de 60 % des terres) jusqu'à la rente pétrolière. Un poids d'autant plus pesant que les revenus du pétrole s'amenuisaient, sans que la part des riches, elle, ne diminue.

Dès son arrivée au pouvoir, Chavez, comme bien d'autres

les partis politiques. En 1999, il a gouverné à coups de référendums, imposant une assemblée constituante et une nouvelle constitution. Réélu triomphalement en 2000, il a commencé ensuite, en 2001, à coaliser contre lui des oppositions, et d'abord les médias.

En novembre dernier, pour tenter de renforcer son soutien dans la population pauvre, il a imposé grâce aux pouvoirs spéciaux votés par la chambre des députés un « paquet » de 49 lois, contenant notamment un début de réforme agraire, qui a déclenché la colère des grands propriétaires terriens. Au début de cette année, il a perdu de nouveaux soutiens et surtout il s'est heurté à l'encadrement de la compagnie nationale pétrolière, la

« tions », fruit de la forme d'anti-impérialisme qu'il exprime par ailleurs sur le plan extérieur, en l'occurrence ses rencontres avec le dirigeant cubain Castro, le Libyen Kadhafi et l'Irakien Saddam Hussein. Chavez a été accusé aussi par les Etats-Unis d'appuyer la guérilla des FARC de Colombie.

Publiquement, les classes possédantes lui reprochent, vis-à-vis de la manne pétrolière, d'être plutôt dirigiste et partisan d'un certain contrôle des prix, là où les possédants préféreraient laisser filer les prix pour améliorer leurs profits. C'est un différend de taille dans un pays où les trois quarts des revenus viennent du pétrole. Mais ce que les possédants, et avec eux les dirigeants des Etats-Unis, lui reprochent encore plus, c'est la démagogie à laquelle il se livre auprès des classes populaires, même si, en définitive, il ne s'agit guère que de phrases. Cela, même si ce n'est que pour assurer sa propre survie politique, reste inacceptable aux yeux des puissants de la région.

Alors, si Chavez a sauvé cette fois encore son fauteuil présidentiel, rien ne dit qu'il y parviendra toujours. Les possédants devraient tirer eux aussi les leçons de la déconvenue du patron des patrons. Dans la mesure où Chavez n'a pas sérieusement l'intention de mettre en avant les mesures radicales

qui permettraient de renforcer le poids de la population pauvre dans la société et de contrebalancer celui de l'oligarchie possédante, il reste prisonnier d'une situation où c'est plutôt le pouvoir des classes possédantes, appuyé sur la colère des couches moyennes, qui devrait se renforcer... à moins que les classes pauvres n'accroissent leur pression.

Elles y auraient d'autant plus intérêt qu'elles ne peuvent compter que sur elles-mêmes, si elles souhaitent changer vraiment leur sort. « Ni Dieu, ni César, ni tribun, il n'est pas de sauveur suprême », rappellent les paroles de *L'Internationale*. C'est de bon conseil.

Jacques FONTENOY.



Chavez congratule les parachutistes qui l'ont rétabli au pouvoir.

partie des dirigeants militaires qui l'avaient appuyé.

Chavez a aussitôt fait des déclarations indiquant qu'il n'a pas l'intention de pousser son avantage : « Je vous appelle à l'unité, dans le respect des différences, j'appelle l'Eglise, les patrons, les partis politiques, les directeurs des médias à l'unité ». Pas question de « chasse aux sorcières » contre les auteurs du putsch manqué. C'est aussi ce qu'ont déclaré les dirigeants nord-américains, empêtrés dans leurs déclarations des jours précédents.

Cette attitude que Chavez entend avoir n'est cependant pas nouvelle, c'est pour l'essentiel la sienne depuis qu'il a été élu en décembre 1998. A l'origine de son succès

dirigeants politiques de l'Amérique latine avant lui, s'est retrouvé en position d'arbitre du jeu politique, entre d'un côté la corruption des représentants politiques et l'avidité des classes riches et de l'autre les aspirations des masses pauvres à une vie plus digne. Il a dirigé en s'appuyant sur une partie de l'armée qui lui est fidèle et en entretenant une relation privilégiée avec les classes pauvres, n'hésitant pas à se montrer sur le terrain après une catastrophe naturelle qui avait englouti des quartiers pauvres sous des torrents de boue et en répondant en direct aux questions lors d'une émission de télévision en direct. C'est sur cette base qu'il s'est lancé dans une sorte de guérilla institutionnelle contre

PDVSA, en écartant une partie de ses administrateurs liés à ses adversaires, en désaccord sur sa politique de prix du pétrole pas assez libérale à leur goût.

Par ailleurs, Chavez n'ayant jamais cherché à s'en prendre réellement aux classes possédantes, il ne lui restait, pour financer sa politique, qu'à s'attaquer aux classes moyennes, qui ont été lourdement imposées. Quand celles-ci sont venues lui jouer des concerts de casseroles sous ses fenêtres, et que cette opposition a convergé avec celle de l'oligarchie et de la bureaucratie syndicale, les Etats-Unis ont commencé à donner des signes publics de soutien aux opposants de Chavez, en soulignant ses « mauvaises fréquenta-

Une date à retenir
**Dimanche
19 mai**



LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

Dimanche 19 mai, à Presles, dans le Val-d'Oise, ce sera la fête de Lutte Ouvrière.

Cette année, la fête n'aura lieu que le dimanche, et non pas durant les trois jours du week-end de la Pentecôte. La date de la fête tombant entre les deux campagnes électorales, celle de la présidentielle et celle des législatives, tous nos militants et

sympathisants seront dans les diverses circonscriptions à défendre notre programme et ne pourront monter les centaines de stands qu'on trouve ordinairement à la fête. Mais tous nos amis, tous nos invités pourront néanmoins profiter des spectacles, des cinémas, des expositions et, bien sûr, se restaurer dans un cadre agréable et arboré. Le pro-

gramme artistique, en cours d'élaboration, sera communiqué dans les prochains numéros de notre journal.

Se tenant cette année à trois semaines du premier tour des élections législatives, la fête sera l'occasion pour tous ceux qui, dans les entreprises et les quartiers, soutiennent les candidats de Lutte Ouvrière et le programme qu'ils défendent, de

se rassembler. Elle sera également un lieu de rencontre et de débat pour tous ceux qui se sentent dans le camp des travailleurs. Elle sera aussi l'occasion de discuter, dans une ambiance chaleureuse et fraternelle, des revendications à mettre en avant dans les futures luttes de la classe ouvrière comme de l'actualité des idées communistes et révolutionnaires.

Enfin, l'après-midi sera marqué par une intervention de notre camarade Arlette Laguiller.

Alors retenez votre dimanche 19 mai et venez nombreux à Presles, dans le Val-d'Oise, pour la fête de Lutte Ouvrière.

NB : Des navettes de cars gratuits relieront Paris-Porte de la Chapelle à l'entrée de la fête à Presles.

L'AIDE DE L'ÉTAT... AUX PROFITS DU PATRONAT

Les entreprises Motorola, Philips et STMicroelectronics viennent d'annoncer la création à Crolles, près de Grenoble, d'un second centre de recherche sur les composants électroniques.

Le cinquième du coût de cet énorme investissement sera payé par des subventions publiques d'origines diverses. Le premier centre avait déjà bénéficié d'un milliard de francs de subventions. De plus, ces entreprises privées bénéficieront encore davantage de l'activité de centaines de chercheurs du CEA, le centre de l'énergie atomique, et de ses laboratoires.

Ce n'est qu'un exemple de la façon dont une partie de la richesse publique est dirigée vers le secteur privé et aide à la réalisation des profits des actionnaires. Pour cela, il existe des centaines de subventions publiques de différents types et venant de toutes les collectivités publiques : Union européenne, Etat, régions,

conseils généraux, communes, groupements de communes. Elles représentent le dixième des recettes des administrations publiques.

Mais l'utilisation des moyens publics ne s'arrête pas là. Le patronat dispose d'exonérations et de dégrèvements qui n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, sous prétexte de loi sur les 35 heures ou de lutte contre le chômage. Ainsi, pour chaque embauche d'un travailleur payé au SMIC, l'exonération est passée depuis 1997 de 5,4 % à 18,2 % du salaire brut !

Bien évidemment, les grandes entreprises bénéficient le plus de ces possibilités de récupérer l'argent public ou les moyens des collectivités territoriales. Elles disposent des services compétents de « chasseurs de primes ». Elles ont les moyens de faire miroiter aux communes ou aux régions les bienfaits de telle ou telle implantation.

L'aide publique ne s'arrête

pas là. Elle concerne aussi la mise à leur disposition des moyens de l'Etat : d'éducation, de transport, d'infrastructure, de recherche.

En contrepartie, il n'y a véritablement rien. En tout cas rien qui engage le grand patronat vis-à-vis de la collectivité. Et quand elles le décident, une fois les subventions empochées, une fois l'aide des collectivités fournies, rien n'empêche ces entreprises de fermer boutique et de laisser les travailleurs sur le carreau comme l'ont montré ces dernières semaines les exemples des usines Whirlpool dans la Somme, Mitsubishi à Etrelles en Ile-et-Vilaine, ou encore Daewoo en Lorraine qui, au moment-même où elle annonçait des suppressions d'emplois, a eu le toupet de réclamer de nouvelles subventions.

Car contrôler vraiment l'utilisation de ces subventions n'entre même pas dans les intentions des responsables

LE GOUVERNEMENT TAILLE DANS LES SERVICES PUBLICS



politiques. Une commission nationale des aides publiques aux entreprises a bien vu le jour, à l'initiative du PC, mais pour évaluer l'impact des aides, un point c'est tout. Rien n'est prévu pour réclamer la restitution des aides que la commission considérerait comme ayant été distribuées indûment, si même cela pouvait être envisagé.

A longueur de temps, le patronat et son fer de lance du Medef crient à l'excès d'étatisme. Mais qu'il s'agisse de

subventions, d'exonérations de charge, de frais pris en charge par l'Etat, ils réclament toujours davantage de l'aide publique. Sous couvert de lutte pour l'emploi ou d'aménagement du territoire, les gouvernements successifs et leurs représentants dans les collectivités locales distribuent les aides sans compter, aidant surtout le patronat... à assurer ses profits. Au détriment bien sûr de toutes les dépenses qui seraient utiles à la collectivité.

Michel ROCCO